

Budget 2024 : la foire aux taxes est ouverte

P. 2 et 3

La réaction de Goldman à la folie médiatique

P. 4



Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi



100^e ANNÉE - N° 5363 - mercredi 23 août 2023 - 1,50 € D.O.M. 1,90 € - Suisse 2,60 FS - Belgique/Luxembourg/Grecs 1,70 € - Espagne/Port. Cont. 1,70 € - Italie 1,40 € - Tunisie 1,07 € - Maroc 20 MAD - Afrique CFA 1200 CFA - Allemagne 2,70 € - Canada 3,05 \$ - GB 1,80 £

EELV et LFI défendent Médine après ses propos antisémites : "On ignorait que c'était aussi un dé-rappeur !"

MIGRANTS CLIMATIQUES



Le béton mal armé pour la crise

CÔTÉ IMMOBILIER, la crise semble bien partie pour battre des niveaux historiques dans l'Hexagone. À défaut des prix, dont la forte baisse pourrait - peut-être - relancer les ventes, c'est le nombre de transactions qui s'effondre. Dans l'ancien, elles ont déjà chuté de 20 % durant le premier semestre (par rapport à la même période en 2022). Dans le neuf, la dégringolade s'avère encore plus spectaculaire, avec - 39,5 % de réservations en moins sur un an pour les appartements et même - 45 % pour les maisons individuelles (« Le Figaro », 18/8).

La descente aux enfers se révèle encore plus violente dans les grandes métropoles (Paris, Nice-Côte d'Azur, Bordeaux, Lille...). Elle semble, en revanche, épargner les campagnes, où les prix - qui étaient restés beaucoup plus sages ces dernières années - demeurent à peu près stables, tout comme le nombre de transactions.

Prenière responsable de la crise : la hausse vertigineuse des taux d'intérêt. Depuis le 1^{er} janvier 2022, les banques les ont

multipliés par près de quatre ! Conséquence : un couple qui pouvait emprunter 100 000 euros ne peut plus prétendre qu'à 72 000 euros...

Résultat de cette flambée des taux et de la mise en place de critères de prêt de plus en plus sélectifs : le nombre de nouveaux emprunts a été divisé par deux depuis l'an passé. Avec comme principales victimes les foyers modestes, qui n'arrivent plus à réaliser leurs projets immobiliers.

Pour se défaire, les établissements de crédit assurent qu'ils ne font que suivre l'involée des taux décidée par la Banque centrale européenne. Et qu'ils sont obligés d'appliquer les nouvelles règles fixées par la Banque de France : aucun prêt ne doit dépasser une durée de vingt-cinq ans, et les remboursements, assurances comprises, ne peuvent plus dépasser la barre des 33 % des revenus disponibles du foyer.

C'est bien connu : un banquier, c'est fait pour palper, pas pour être responsable de quoi que ce soit...

M. L.

GARDIEN DU AMPLE

« UNE INITIATIVE politique d'ampleur », a déclaré Macron alors qu'il était encore en vacances à Brégançon. Mais, vu le programme de sa rentrée, il risque fort de devoir en prendre plusieurs. Et ce avant même d'avoir dit grand-chose de la première initiative en question. A part pour un de ses effets d'annonce qu'il affectionne et qui ont souvent pour premier effet quand on découvre ce qu'il survient : la déception.

Ainsi, en attendant les détails qu'il fournira sans doute lors de sa rentrée, l'ampleur concernerait une série de rencontres avec les représentants des oppositions afin de chercher à n'y aurait pas moyen de « s'entendre sur les grands enjeux du pays », voire de « créer l'unité » sur les sujets censés ne pas trop lâcher, comme le réchauffement climatique, le plein-emploi, les services publics, et plus si affinités. Mais, outre le fait que Borne, avec le succès que l'on sait, a déjà tenté ce genre de tractations, venir en cette rentrée parler d'« unité » aux représentants de la Nupes, qui est en train de voler en morceaux, ne manquera pas, évidemment, d'être un grand moment.

Quant à l'« ampleur », elle reste surtout celle du problème majeur de ce second quinquennat de Macron : sa majorité trop juste pour être absolue, à l'origine de toutes ces tentatives de petite arangement chaque fois qu'il s'agit de faire voter un projet de loi. Un problème qui se pose de façon cruciale en cette rentrée, avec des textes qui ne vont pas manquer de faire monter les enchères. Entre le budget 2024, qui a

déjà fait grimper LR aux rideaux et sur lequel les risques de recours au 49.3 et de motions de censure planent déjà, et l'immigration, objet, elle aussi, d'après négociations, ainsi que de menaces de la part des mêmes, très enervés sur la question depuis que Macron a réaffirmé qu'il ne serait en aucun cas question de déroger au droit européen en la matière, ce que réclame une partie de LR. Là encore, « créer l'unité » ne sera pas une mince affaire.

Mais c'est le budget (lire p. 2 et 3) qui laisse plus que pressager de très amples difficultés. Car les parlementaires de l'opposition ne sont qu'une partie du problème. À plus de 3 000 milliards d'euros de dette, avec des taux d'intérêt qui remontent et alourdissent encore le passif, ce budget 2024 dépasse le cadre de l'Assemblée. Outre les agences de notation, qui sont aux aguets et rendront, en octobre, pour deux d'entre elles, leur avis

sur nos comptes publics. Bruxelles suit aussi de très près une rigueur budgétaire que le « quoi qu'il en coûte » a sérieusement cabossée. Enfin, pour ne pas dire surtout, ce sont les Français qui seront les premiers à subir les conséquences de ce budget 2024, pour lequel l'exécutif va impérativement devoir trouver des solutions. Et elles s'annoncent douloureuses.

Entre l'énormité de la dette et les besoins urgents d'investissement, notamment pour l'écologie, il va devoir à la fois faire des économies (surtout à l'emploi, dépenses de santé) et trouver de nouvelles rentrées (prélèvements et taxes sur les autoroutes et les billets d'avion). Autrement dit de l'austérité et de nouveaux impôts qui ne disent pas leur nom. On ne connaît pas encore tous les détails des mesures, mais, au bout du compte, ce sera forcément « ampleur » et grimaces de douleur.

Erik Empoux

L'HÔPITAL TIENT LE COUP MALGRÉ LA CANICULE



Le Journal intime du dimanche

LA VIE est dure, à CNews : les débats y sont âpres, les polémiques constantes... Alors les journalistes de la chaîne bordelaise trouvent un peu de réconfort au « Journal du dimanche » et se confient dans ses colonnes.

Pascal Praud nous propose ainsi un voyage en nostalgie. « En juillet 1980, mon annuaire s'appelait Sylvie », s'épanche le présentateur télé (le « JDD », 20/8). À propos des amies de sa mère : « J'ai joué au docteur avec leurs filles, j'ai joué au foot avec leurs fils. » Puis : « Elles me rappellent combien j'étais remuant quand j'avais 10 ans, mais combien elles m'aimaient bien quand même... » Tout petit déjà, c'était un bon bougre, ce Praud. Il se souvient de « tant de monstres qui (les) embrassaient à qui mieux mieux dans des saveurs de vanille, de sucre et - [à] ore le dire - de pisse ». Il ose tout ! Et de pleurer : « Une France que les Trente Glorieuses, la déchristianisation et Mai-68 ont changée de fond en comble ». Qui a dit qu'un journal intime ne pouvait pas être politique ?

Christine Kelly, elle, s'engage : « J'ai mal à ma Gouloupe ». L'animatrice de « Face à l'info » commence son enquête sur la plage, à 9 h 50 précises. Dans l'eau, une femme d'une soixantaine d'années dispute avec d'autres nageurs. Bilan : « Cette politesse naturelle et souriante rappelle l'attachement des Antillais aux valeurs. (...) Ces valeurs de la France qui se perdent. » Pour parler de l'éducation en souffrance dans le département, elle cite « [son] jeune neveu scolarisé en cinquième ». Pour évoquer les canalisations vétustes qui bloquent l'accès à l'eau potable sur l'archipel, elle fait appel à « [sa] mamie de 99 ans, en pleine santé ».

Mais le véritable en de cœur vient de Jacques Vendroux : « Je souhaite que l'on revienne à une numérotation républicaine dans le football », lance-t-il, opposé qu'il est à la possibilité pour les joueurs de porter des maillots jusqu'au numéro 100. Il prend des risques : « Alors, oui, je rejoue le vieux con de service, mais, tant que je pourrai le dire, je le dirai. » Il n'y a guère qu'au « JDD » que l'on peut se confier ainsi.

F. R.-O.

Sarko, Mémoires d'ouvre-tombe

L REVIENT pour sa tournée Sur 2000. Comme toutes les anciennes gloires, il ne veut pas être enterré vivant. Il le confesse dans son dernier ouvrage, édité chez l'ami Bolloré : « J'ai voulu être aimé des Français. » Et il le veut toujours, même s'ils ne l'aiment plus : les électeurs ont préféré Hollande à sa réélection, en 2012, son camp l'a placé en 3^e position, derrière Fallon et Juppé, à la primaire de 2016. Ça fait mal à l'ego pour qui n'est « jamais parvenu à l'insensibilité souvent prêtée aux grands fauves de la politique ». Depuis, il rôde toujours autour de l'Élysée, shoué à la nostalgie. L'actuel couple présidentiel le soigne, qui a compris qu'il était sensible à la flatterie.

Ses Mémoires sont chaque fois prétexte à remonter sur

scène. Il ne fait plus les Zénith, mais les librairies. Il cherche de la chaleur humaine pour desserrer la pression des juges. Il tente de faire durer le plaisir de l'époque où il était puissant : trois tomes pour un seul quinquennat, 592 pages pour la dernière livraison, ça s'appelle étirer le temps, c'est son côté

Marcel à la recherche de ce tant perdu. En fait, il triche, une fois de plus.

Ce sont moins des Mémoires que des machines à s'auto-célébrer. Il fait la leçon sur la Russie, lui que Poutine avait mis KO au Kremlin, et il dénigrait tous ceux qui lui ont manqué. Comme les chanteurs qui satis-

font leur public en reprenant leurs tubes, il rejoue les haïnes recuites avec Chirac, Hollande, Bayrou. Mais il a aussi de nouvelles cibles. Valérie Pécresse en tête, la candidate qu'il a traitée comme une simplette en 2022 : « Quelle que fût sa bonne volonté, elle n'était pas prête (...). Je pressentais une catastrophe. Ce fut un désastre. » Tous ceux qui prétendent reprendre un jour son rôle de président de droite et rêvent d'une candidature en 2027 sont fusillés. Edouard Philippe est comparé au suppléant Fallon ; les deux « ne sont jamais meilleurs que quand ils adop-

tent des postures qui peuvent dissimuler un manque de leadership ». Jean Castex est exécuté : « Il n'a apprécié ni la confrontation (...). Il peut lui arriver de préférer l'habileté au courage, ce qui pourrait lui nuire si jamais il augmentait la mise de ses ambitions. » Il n'en est qu'un qui trouve grâce aux yeux de Sarko : Gérard Darmanin, qui fait tout comme lui. « Son succès me ferait plaisir. » Et pour cause, ce serait le sien. Sarko s'aime tant qu'il ne peut pas aimer les autres. Sauf s'ils l'ont dirigé en modèle et le singent en tous points.

J.-M. Th.

La noix d'honneur

DÉFRAÎCHIS dans les étoiles à l'agence spatiale russe Roscosmos, qui a expliqué dans un communiqué (20/8) : « [La sonde Luna-25] a cessé d'exister à la suite d'une collision avec la surface lunaire. » Il n'y a pas de guerre en Ukraine, juste une « opération militaire spéciale » : il n'y a pas de sonde russe qui s'écrase sur la Lune, juste plus de sonde du tout. Compris ?

POUR SARKOZY, IL FAUT « RENOUVELER » LE DIALOGUE AVEC VLADIMIR POUTINE



M 00708 - 5363 - F. 1,50 €

La foire aux taxes est ouverte

L'ARBITRAGE a été rendu par la Première ministre : dès le 1^{er} janvier 2024, les propriétaires de biens loués via Airbnb vont devoir passer un peu plus à la caisse. Pile l'année où les JO, qui ont lieu à Paris, vont faire exploser les affaires de la plateforme. Jusqu'à maintenant, la plupart des loyers tirés d'une habitation commercialisée via Airbnb bénéficiaient d'un abattement de 71 %. Il va être limité à 30 %, comme pour une location non meublée.

Dans la course pour trouver des milliards d'euros de recettes supplémentaires, les hauts fonctionnaires de Bercy examinent depuis des semaines toutes les pistes possibles. Parmi les hypothèses envisagées figurent une diminution de la prise en charge par l'Etat du coût de l'apprentissage, une baisse du nombre des emplois aidés pour revenir progressivement au niveau d'avant-crise, la taxation des sociétés d'autoroutes et des infrastructures de transport, et la confirmation de la fin de la loi Pinel sur le logement. Et, comme « Le Canard » (2/8) l'a déjà souligné il y a trois semaines, toute une réserve de mesures concernant la santé sont aussi examinées : doublement de la franchise par boîte de médicaments, qui passerait ainsi de 0,50 à 1 euro, comme celle sur les actes paramédicaux et pour les transports sanitaires. Toutes mesures qui, sauf virage de dernière minute, devraient figurer dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

Aux dernières nouvelles, la baisse d'impôt de 2 milliards pour les classes moyennes promise par Emmanuel Macron d'ici à la fin de son quinquennat est ren-

voyée à des jours meilleurs. Quant à la suppression de la part restante de la CVAE, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, qui atteint 4 milliards, elle devrait avoir lieu en 2024 ; l'arbitrage définitif n'est pas encore rendu. Bercy souhaite sa suppression en quatre ans, soit 1 milliard par an. Et l'Elysée, en deux ans. Le patronat, lui, exige sa suppression totale et immédiate. Evidemment.

En revanche, une piste est déjà abandonnée : une augmentation de la taxe sur l'alcool, le « droit d'accise ». Depuis des années, celui-ci augmente lors du vote du budget en tenant compte du taux d'inflation enregistré deux ans auparavant, dans une limite de 1,8 %. La souhait de Bercy était de prendre désormais en compte l'année précédente, soit N-1 à la place de N-2, et que le plafonnement à 1,8 % disparaisse.

Dès le 18 juillet, des élus macronistes des régions viticoles, menés par le Girondin Thomas Cazeneuve, qui n'était pas encore sous-ministre aux Comptes publics, sont montés au créneau sur le thème : « La viticulture est déjà malade, notamment dans le Bordelais, où il va falloir arracher 10 000 hectares de vigne. Une telle hausse va provoquer une révolte et ouvrir une autoroute au Rassemblement national dans les territoires ruraux. » Et voilà entre 200 et 300 millions de plus à trouver pour Bruno Le Maire.

Elisabeth Borne a récemment confié à l'un de ses ministres : « La préparation du budget 2024 ne s'annonce pas comme une promenade de santé. » Pour les contribuables non plus.

TRANSFORMER LES TAXES



Darmanin la joue "populo"

C'est par texto ou par simple coup de fil que Gérard Darmanin a invité ses invités au grand raout qu'il organise le 27 août à Tourcoing pour marquer sa rentrée.

Il s'agit de faire simple, et même « populaire », le mot fétiche du ministre de l'Intérieur, qui a prévu pour le déjeuner un menu saucisses-frites et pour le dîner un terrain de boules.

Et pas de cannettes ni de gros rouge qui tache ?

A boire et à manger

Au moins deux ministres et 80 parlementaires de la majorité devraient être présents, dimanche, à Tourcoing, à commencer par le président du groupe Renaissance, Sylvain Maillard. Mais aussi une dizaine de députés LR, dont deux au moins ont voté la censure.

Parmi les membres du gouvernement qui feront le déplacement, Agnès Pannier-Runacher, une régionale de l'équipe, et Olivier Dussopt, qui « trouve très bien de parler des classes populaires ». Grand absent, en revanche, l'autre transfuge de la droite en 2017, Bruno Le Maire, qui organisera trois jours plus tôt sa propre rentrée en Haute-Savoie.

A part ça, la compétition présidentielle n'a pas du tout commencé...

Les MoDem perdent le Nord

Interdits de voyage à Tourcoing, en revanche, les parlementaires et les ministres issus du MoDem. L'oukase est venu de François Bayrou lui-même, alors

que trois membres du gouvernement avaient accepté l'invitation, parmi lesquels Philippe Viger, le ministre délégué... auprès de Darmanin, chargé des Outre-Mer.

« C'est une initiative démissionnaire », a tranché Lou Hayrou, hors de question de cautionner ça. « Là, en matière de sécession, il s'agit de quoi il parle.

Vu de Brégançon

Emmanuel Macron observe avec un mélange d'agacement et de cynisme le grand remue-ménage de son ministre de l'Intérieur. Certes, « il franchit toutes les lignes jaunes », a-t-il confié à un interlocuteur depuis Brégançon. Mais son énergie m'est utile ».

Avant de quitter Paris pour sa résidence de vacances, il avait d'ailleurs demandé à ses ministres de « [se] concentrer sur les problèmes de la rentrée » plutôt que de « parler de la présidentielle ».

« La présidentielle, estime-t-il, ça a toujours rendu tout le monde dingue. » Et de distiller cet autre conseil : « Il faut taper, mais taper proprement, pour que ce soit efficace. »

François Hollande a payé pour le savoir.

Sarko marionnettiste

Le Président voit derrière l'offensive de Darmanin la main de son autre prédécesseur Nicolas Sarkozy. Et il a des preuves. D'abord, le dîner entre les époux Sarko et les époux Darmanin, à la fin du mois de juillet au Cap-Nègre, dans la résidence de famille de Carla Bruni. Et, surtout, ces quelques lignes dans le nouveau tome des Mémoires de Sar-

kazy, « Le Temps des combats » (Payot), qui sort ce 22 août.

« Saura-t-il franchir une autre étape, voire l'étape ultime, celle qui mène à la présidence de la République ? écrit Sarko à propos du ministre de l'Intérieur. Je le lui souhaite car il a des qualités évidentes. »

Notamment celle de n'avoir jamais tenu sa fidélité à Sarkozy...

Le Journal de la Journée

Deux semaines après la secrétaire d'Etat Sabine Aigrès-Roubaud, c'est donc un autre proche de Macron, lui aussi ex-LR, le député Renaissance Karl Olive, qui s'est affranchi des consignes pour donner une tribune au « Journal du dimanche » (20/8) version Belfort-Zemmour.

La mauvaise vanne d'Hidalgo

LE 19 AOÛT, pour la troisième fois en deux semaines, un test de malotruerie dans la Seine en vue des Jeux olympiques a dû être annulé. En cause, encore et toujours : la qualité de l'eau qui laisse à désirer. Et pourquoi ? Parce qu'un clapet d'égoût était mal refermé dans le quartier Tolbiac ? La vanne n'ayant pas été signalée comme ouverte, elle a

été considérée comme fermée, comme a dû le reconnaître la Mairie de Paris en réponse à des questions du « Canard ». L'enquête devra déterminer s'il s'agit d'un malentendu ou si la vanne était défectueuse. De coup, toutes les vanes dormant sur la Seine vont, paraît-il, être vérifiées.

Avant ou après les Jeux olympiques ?

Attali passe son bac

Cette année, avec la réforme du bac et l'avancement au mois de mars de la plupart des épreuves, l'absentéisme a battu des records au troisième trimestre en terminale.

Gabriel Attali a donc décidé de faire de ce chantier une priorité. Le nouveau ministre de l'Éducation étudie plusieurs pistes.

La première consisterait à tenir compte de l'absentéisme dans les évaluations : au-delà d'un certain nombre d'absences injustifiées au troisième trimestre, des points seraient retirés dans les notes du bac. La deuxième piste viserait à ce que le grand oral, qui a lieu en juin, soit davantage valorisé, par des points d'avance pour la première année d'études supérieures.

La première piste étant jugée trop sévère, et la deuxième trop compliquée à mettre en œuvre, une troisième piste pourrait s'imposer : refaire passer de mars à juin les épreuves de spécialité. Tout changer pour que rien

Le coup de gueule de Borne

L'initiative de Karl Olive a prodigieusement agacé Elisabeth Borne. A peine rentrée à Paris, elle a téléphoné au président du groupe macroniste à l'Assemblée, Sylvain Maillard, pour lui

Le Président, le pape et la rumeur

LE PAPE François est attendu à Marseille les 22 et 23 septembre. Une visite qui n'a rien d'un voyage officiel, puisque le souverain pontife n'y rendra pour clôturer les troisièmes Rencontres méditerranéennes, où il sera notamment question des migrants, l'un de ses sujets de prédilection.

Le président français se rendra néanmoins dans la cité phocéenne pour accueillir François, avant d'avoir avec lui un entretien. Il n'en a pas fallu plus pour que l'extrême droite catholique, relayée par le « JDD » (13/8), lance une rumeur : ce serait sur l'insistance

de l'Elysée que Macron aurait obtenu cette audience. Il aurait même fait le forcing pour que le pape arrive un jour plus tôt afin d'avoir le temps de rencontrer le chef de l'État français. En réalité, si la visite du pape durera deux jours au lieu d'un seul, comme prévu initialement, c'est, selon les journaux italiens, à la demande de... ses médecins. Vu son état de fatigue, ils lui ont fait valoir qu'un aller-retour Rome-Marseille dans la journée n'était plus de son âge. Une version que Benoît Payan, le maître (PS) de Marseille, a corroborée. « Il n'a jamais été question que le président de la

République ne vienne pas. Depuis le début des préparatifs, un lieu d'accueil est prévu pour la rencontre entre les deux chefs d'État », a-t-il précisé.

Il est vrai que le Président aurait pu déléguer une autre personnalité officielle. C'est ce qu'avait fait son prédécesseur lorsque le pape s'était rendu sur le territoire français pour prononcer un discours devant le Parlement européen : François Hollande avait alors envoyé... Ségolène Royal pour l'accueillir à Strasbourg.

Mais Macron n'aurait pas raté une nouvelle occasion d'aller taquiner la sardine dans le Vieux-Port...

MÉDINE AU CONGRÈS ECOLO : LES MAIRES DE STRASBOURG ET BORDEAUX ANNULENT LEUR VENUE



demandeur de tenir ses troupes. « Il faut calmer le groupe, éviter les chantages et les dérapages individuels, sinon on est mort. On a besoin d'unité, dans cette majorité ! » Et la Première ministre de juger, dans la foulée, « consternante » la tribune du député.

Tout ça parce qu'il appelait les élus à « sentir le cul des vaches » ?

Un geste pour LR

Elisabeth Borne fait du vote du texte sur l'immigration l'un des objectifs majeurs de la prochaine session parlementaire. « Gérald Darmanin serait bien inspiré de trouver une majorité », a-t-elle lancé à ses troupes, le 21 août, jamais mécontente de mettre un coup de pression sur son ministre de l'Intérieur.

En attendant, consigne a été donnée aux députés de la majorité d'éviter « des trucs qui pourraient provoquer LR », dont le concours sera indispensable à l'adoption du projet de loi. Dans cet esprit, l'alliance aux « milieux en tension », qui hérise tant les Rep, devrait disparaître du texte.

« C'est mal formulé », selon Borne, qui explique : « Avant je suis favorable à ce qu'on régularise les personnes qui sont depuis longtemps sur le territoire et qui y travaillent, ayant, en droit opposable, ça ne tient pas la route. »

La Première ministre propose de désormais « permettre une admission exceptionnelle de séjour, sans en faire un droit automatique ».

Un peu comme pour LR et son rapport à la majorité...

ne change, pour paraphraser « Le Guepard » : un bon sujet de philo pour un bac littéraire ?

Noël Mamère vert de rage

De France Inter, le 18 août, au « Parisien », trois jours plus tard, Marine Tondelier, la nouvelle cheftaine des Verts, n'en fait pas de ramer pour justifier l'invitation du raptur Médine à l'université d'été d'IELV le 24 août au Havre. Et pour excuser sans excuser vraiment le dernier tweet aux terribles antécédents de celui-ci (« Le Canard », 16/8).

Ce qui lui vaut une volée de bois... vert de la part de ses camarades. « Fallait pas l'inviter », commentent le prédecesseur de Tondelier, Julien Bayou, qui avait pourtant soutenu sa candidature, ainsi que la députée européenne Karima Delli. Quant aux maires IELV de Bordeaux et de Strasbourg, ils ont décidé, en le sabbat, de boycotter la réunion.

Le plus virulent est Noël Mamère. Le 18 août, devant des journalistes en la ville de Bègles, dont il fut le maire, l'ancien candidat écologiste à l'élection présidentielle jécuit « inquiétant » la réponse de Tondelier sur France Inter, car « elle explique qu'il y a un antisémitisme insidieux qui s'exprime à l'issue de son plein gré ».

Mamère englobe d'autres partis de la Nupes dans sa vindicte, car Médine sera aussi invité à l'université d'été de LFI et à la Fête de « L'Humanité ». Le dénomme la « chélie » et la « faillite écologique de la gauche ».

Elle n'est peut-être pas seulement écologique.

Le rap de Mélenchon

Nouvel indice de la bonne ambiance qui règne désormais au sein de la Nupes, Mélenchon a rédigé sur le réseau X (le nouveau nom de Twitter), le 18 août, un tweet injustement passé inaperçu.

« Médine n'est pas raciste, a écrit le grand chef Insoumis. Pourquoi vouloir lui faire avouer des positions qui ne sont pas les siennes après l'avoir invité ? » Et Mélenchon de conclure cette attaque contre le patronne des écologistes par l'une de ses distribues dont il a le secret : « Les adversaires macronistes de Barrès, de Maurras et de Pétain ont de la chance d'avoir des opposants aussi sages qu'en en dira-t-on des hypocrites. »

Encore un peu et il va accuser Tondelier d'être une macroniste maurassienne...

Brasse coulée à l'Elysée

La fameuse « initiative politique » annoncée par Macron au début du mois devait se traduire par une réunion à l'Elysée le 30 ou le 31 août avec les chefs des principaux partis, exception faite du RN et de LFI (« Le Canard », 16/8). Elisabeth Borne puis François Bayrou l'ont finalement convaincu de l'ouvrir à toutes les formations politiques.

Comme l'explique un ministre, « le Président ne pouvait pas faire autrement. S'il excluait LFI, aucun autre parti de la Nupes ne serait venu, et la réunion n'aurait eu aucun sens ». Et le même d'ajouter, sans illusions : « Une fois que Macron les aura réunis, chacun restera dans son camp de rage. » Une manière comme une autre de préparer les JO...

Les socialistes à la conquête des "beaufs"

DU 25 AU 27 AOÛT, le Parti socialiste organisera son université d'été à Blois. Comme le précise la brochure de présentations distribuée par les militants, ce campus a pour but de « donner une place prépondérante aux préoccupations quotidiennes des Françaises et des Français ». Une réunion placée « sous l'égide de Balzac convention "Retrouvons le peuple !" ».

Une multitude de tables rondes et de débats figurent au programme de ces trois journées. Par exemple : « Le socialisme écologique au service des classes populaires », « Les classes populaires ont-elles toujours leur place dans les grandes villes ? », Ou encore « La France prioritaire est-elle la France des beaufs ? ».

Traiter de « beaufs » une bonne partie des Français péroratoires : difficile de faire moins habile pour permettre aux socialistes de « retrouver le peuple » dans les urnes.

minimares

• **Marianne** (17/8) a enquêté sur la proximité entre le patron de LVMH et le couple Macron. « Brigitte Macron, au risque de froisser les autres maisons de haute couture, est toujours de pied en cap l'ambassadrice de la maison LVMH. Et elle rend les robes », précise une source de l'Elysée. C'est bien le moins !

• **Ca titre du** « Parisien » (17/8) : « Ces ministres qui ont l'oreille de Brigitte Macron ». Ils adorent son côté bini-oula-oula.

• **Cet autre titre du** « Parisien » (21/8) : « Après un été studeux, Borne veut occuper le terrain ». En tant que Première ministre, ça s'explique un peu.

• **Rapportés par** « Le Parisien » (20/8), les propos du député Renaissance Karl Olive au sujet de Gérard Darmanin, qu'il qualifie de « bouillotte sociale et populiste du gouvernement », précisant que « lui aussi a l'habitude de sentir le cul des vaches depuis qu'il est devenu maire de Tourcoing ». Tourcoing, où les étables se comptent sûrement par milliers !

• **Stavros Guerini** revient sur les ambitions de son collègue Darmanin (« Le Parisien », 20/8) : « Il ne faut pas que l'agenda de 2027 prenne le dessus sur notre capacité à gouverner. (Intime) le ministre de la Transformation publique. La seule préoccupation du Président, c'est de continuer à agir, à faire. » Certes, mais quoi ?

• **Edouard Philippe** vante les mérites du ministre de la Transition écologique, Christophe Bachu (« Le Parisien », 19/8) : « Il n'y a pas plus politique que lui. Quand il arrive dans une réunion, il vous bouffe, puis il vous mange. Et vous ne vous êtes rendu compte de rien. » Pas même de vous être fait rouler dans la farine.

• **Paris Match** (17/8) nous apprend qu'Olivier Vran a été mis à la barre, comme Edouard Philippe. « Il a une sacrée atoutage avec ses grands bras et une pratique plus assurée que la mienne, dit de l'ancien Premier ministre le porte-parole du gouvernement. Je n'ai encore jamais boxe avec lui. Peut-être que ça viendra. » Sur le ring... politique ?

• **C'est la rentrée**, finie la rigolade pour le macroniste Eric Woerth, ancien ministre du Budget (le « JDD », 20/8) : « N'y a-t-il pas de dépenses inutiles ? Prenez l'éducation nationale, on y investit énormément d'argent, et pourtant l'enseignement en France continue de se dégrader. C'est bien connu : l'argent ne fait pas le bonheur. »

• **La secrétaire d'Etat** chargée de l'Enfance, Charlotte Caubet, distille la bonne parole dans « L'Express » (10/8) : « Avoir un enfant, ce n'est pas avoir une Mobylette ou un chien. » On nous aurait menti ?

• **Le député Horizons** Frédéric Valtoux se félicite (« Le Parisien », 10/8) : « Les chaînes se regardent les unes les autres. On m'a vu sur BFM TV, et d'autres m'ont appelé dans la foulée. » Et, depuis, il ne

peut plus marcher dans la rue sans être arrêté par un passant ?

• **Parlant des JO**, Anne Hidalgo le dit tout de go (« Le Point », 17/8) : « Je travaille bien avec Gérard Darmanin. J'ai affaire à quelqu'un avec qui on peut se mettre d'accord malgré nos différences sur le plan politique. » La médaille d'or de la langue de bois, ça existe ?

• **Du maire (LR)** de Cannes, David Lisnard, sur la fin de vie (« Le Point », 17/8) : « Je visite souvent les Ehpad de la ville, je vois une chaîne de dignité à l'œuvre dans ces hommes et ces femmes qui s'accrochent à la vie et ces soignants qui s'occupent d'eux. » Il fallait que ça soit dit.

• **Le député PS Jérôme Guedj** dénonce le désintérêt de la Macronie pour les questions autour du grand âge (« Le Parisien », 8/8). Heureusement, rappelle-t-il, dans le cadre de la proposition de loi Bien vieillir, on a voté à l'unanimité un amendement stipulant qu'il fallait une loi Grand Âge. On est sur la bonne voie... mais pas sur la voie rapide.

• **D'Eric Clueti**, patron des LR (X, en Twitter, 12/8) : « Michel Sardou, c'est la France tout simplement. » Aaaa, les larmes « Lacs du Connemara » !

• **L'Opinion** (8/8) se demande si les patrons de gauche ont droit de cité en France ? Réponse de Geoffroy Roux de Bezieux, ex-patron des patrons : « Le patronat est un orchestre dont le Model est le chef, mais rien n'empêche les autres de jouer d'instruments différents. » Tant qu'ils suivent la même partition.

• **S'exprimant** sur l'avenir de la Nupes, une élue écologiste déclare (« Le Parisien », 21/8) : « On prédisait sa dislocation depuis le début. Ce qui est sûr, c'est qu'il faut arrêter la brutalisation et le harcèlement. On ne peut pas faire de la politique comme ça. » Il est temps de s'en apercevoir.

• **L'ancien ministre PS Alain Richard**, aujourd'hui vice-président macroniste du Sénat, repart une fois de plus en campagne dans le Val-d'Oise (« Le Parisien », 14/8) : « J'essaie de montrer que j'ai les mains dans le cambouis. » Pour servir celles des (grands) électeurs, ça s'annonce délicat !

• **De Thomas Ménagé**, député RN du Loiret (France Inter, 21/8) : « Nous ne pouvons pas nous baser uniquement sur les données du Giec (...). Ils ont parfois tendance à exagérer. » Le RN a sans doute des données beaucoup plus fiables.

• **Le député RN de la Haute-Marne** à la tête de la chasse, à la ferme, avec les maires et, bien sûr, à l'Assemblée... Dans sa brochure destinée à faire un « premier bilan » de son parachutage au cœur du filé politique du général de Gaulle, Christophe Beniz appaît sur 20 photos en quatre pages. Le concours « Ma binette partout » bal son plein !

VERS UNE ANNÉE OFFICIELLE POUR LA NUPES



Guerre de dames dans les Hauts-de-Seine

MARIE-DOMINIQUE AESCHLIMANN, vice-présidente de la région Île-de-France et adjointe de son mari, Manuel, à la mairie d'Asnières, envisage de monter dans les Hauts-de-Seine une liste de droite dissidente pour les prochaines élections sénatoriales. Elle ferait face à celle, officielle, que conduira Roger Karoutchi avec les deux autres sortants, Christine Lavarde et Philippe Pemezec, en deuxième et troisième position, mais aussi Joëlle Cecaldi-Raynaud, à la quatrième place.

C'est cette dernière, maire de Puteaux, que « Marie-Dominique » a dans le collimateur. Elle vient d'adresser une lettre aux grands électeurs des Hauts-de-Seine dans laquelle elle dénonce l'« ab-

sence manifeste du renouvellement » au sein de la liste LR et, surtout, la « situation judiciaire de Joëlle Cecaldi-Raynaud », allusion aux affaires, envisage de monter dans les Hauts-de-Seine une liste de droite dissidente pour les prochaines élections sénatoriales. Elle ferait face à celle, officielle, que conduira Roger Karoutchi avec les deux autres sortants, Christine Lavarde et Philippe Pemezec, en deuxième et troisième position, mais aussi Joëlle Cecaldi-Raynaud, à la quatrième place.

C'est cette dernière, maire de Puteaux, que « Marie-Dominique » a dans le collimateur. Elle vient d'adresser une lettre aux grands électeurs des Hauts-de-Seine dans laquelle elle dénonce l'« ab-

Bercy en fait des caisses sur le ticket

Pour justifier la fin du ticket de caisse, le ministère de l'Economie utilise des chiffres abracadabrantés qui rendent verts les spécialistes de la grande distribution.

DEPUIS LE 1^{er} AOÛT, l'impression du ticket de caisse ne s'effectue qu'à la demande du consommateur. Contenue dans la loi Agéc, cette mesure relative au gaspillage est entrée en vigueur après deux reports successifs dus au contexte inflationniste. Une avancée écologique considérable en matière de réduction des déchets ? Oui, à entendre les services de Bercy, qui assurent que 12,5 milliards de tickets de caisse sont imprimés chaque année, ce qui représenterait... 150 000 tonnes de papier... 12 grammes par ticket, donc, soit deux feuilles de papier A4. A ce poids-là, ce n'est plus un ticket de caisse, c'est une affiche. « Ces chiffres sont partagés par les ONG, la presse professionnelle et les professionnels du secteur », se défend Bercy. Problème : le ministère de Bruno Le Maire ne cesse de se contredire. Ne reculant devant aucun sacrifice pour la cause écologique, il a d'abord avancé que les 150 000 tonnes de tickets imprimés en France nécessitaient l'abattage de... 26 millions d'arbres, soit 8 kilos de tickets de caisse par arbre. Puis il a remouliné ses chiffres, et précisé au... Canard... qu'il fallait les rapporter à l'échelle mondiale. Un vrai travail de bûcheron.



20 000 tonnes, soit dix fois moins. Ce n'est plus une erreur de calcul mais de trajectoire. Que font les inspecteurs des Finances ? Olivier Dauvers, le patron des éditions du même nom, spécialisé dans la distribution et le commerce, n'est pas moins perplexe : « C'est typiquement une mesure symbolique, cette histoire de tickets. Pour la grande distribution, c'est de l'ordre de la

18^e décimale, épulonesque, une goutte d'eau. Pendant ce temps, on ne parle pas de l'emballage qui est supérieur au poids du produit... Et de poursuivre : « Le vrai sujet, c'est la fin du prospectus. Là, c'est du volume et une charge monstrueuse. » Et un sacré paquet de pognon ! Le prix du papier ayant presque doublé entre 2021 et 2022, pour passer de 600 euros à 1 100 euros la tonne, le

coût du prospectus représente 1 % du chiffre d'affaires de la grande distribution. « Si on table cette année sur 240 milliards de chiffre d'affaires, par exemple, ça fait 240 millions rien que pour les catalogues. Ça, c'est du concret, ça parle aux gens », confie un ex-ponté de l'hypermarché retiré des rayons.

Des limiers sans concurrents

La suppression du ticket de caisse, une fausse bonne idée ? Un pro de la certification des logiciels pour la distribution l'affirme : le diable se cache dans les détails. « Comment s'assurer qu'il n'y a pas d'erreurs après achat ? Comment veut faire les personnes qui n'ont pas de smartphone pour scanner le QR code ? On veut stocker les millions d'impressions dématérialisées, et quelle est la consommation de ces serveurs ? Qui va contrôler l'application du décret, et quelles sont les sanctions applicables ? » Bercy répond que les limiers de la DGCCRF sont déjà sur le pont. En espérant que, question chiffres, ils se révéleront un peu plus convaincants que leurs collègues ayant posé les tickets de caisse.

Jean-Louis Le Touzel

LA SUCCESSION EST RÉGLÉE



Budget : quand trop d'aides n'aide pas

COMMENT Bruno Le Maire va-t-il trouver les quelques dizaines de milliards d'euros nécessaires au bouclage du budget 2024 sans augmenter les impôts, ainsi qu'il l'a promis ? Beaucoup doutent des ficelles de Bercy (lire p. 2), et les ennemis farouches des « cadeaux aux patrons » s'opposent aux partisans convaincus du ruisseau.

Le Maire a « refusé d'entrer dans le débat sur la taxation des superprofits ».

A l'opposé, Eric Coquerel, le président (Insoumis) de la commission des Finances de l'Assemblée, estime que « le gouvernement est dans une impasse. Il doit trouver énormément d'argent pour financer la transition écologique. Mais il ne le pourra pas, car il ne veut pas revenir sur ses cadeaux aux entreprises, qui ont appauvri l'Etat et sont la cause de difficultés budgétaires ». Et de conclure : « La seule solution est que le gouvernement accepte une remise en cause de sa politique. » Apparemment, on n'en prend pas le chemin.

Abattements pas abattus

Pourtant, même des macro-nistes trouvent que la baisse des charges a ses limites. Le député (Renaissance) Marc Ferracci s'est ainsi allié, avec le socialiste Jérôme Guedj, à la rédaction d'un rapport « transparent » concernant les abattements dont bénéficient les entreprises sur les charges sociales des salariés compris entre 1 et 3,5 smic. Ceux-ci, a révélé le rapport sur les comptes de la Sécu, publié en juin, sont en très forte croissance. En 2023, ils atteignent 89 milliards - trois fois et demie leur montant de 2013, au moment de la mise en place du CICE. Surtout, selon les deux parlementaires, une partie de ces abattements de charges ne crée aucun emploi. Deux milliards seraient ainsi gaspillés, que l'Etat rembourse pourtant rubis sur l'ongle aux organismes sociaux. Le socialiste Guedj propose donc de les utiliser pour financer de nouvelles dépenses sociales, dont une partie de la future allocation dépendance. Le macroniste Ferracci préférerait, lui, les réaffecter pour régler la suppression rapide de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), un impôt de production honni par le patronat, que Macron avait promis de biffer. Faire payer par les entreprises la suppression d'un impôt qu'elles abhorrent, cela aurait le mérite de l'originalité, non ?

Hervé Martin

Un malus pour le bonus

NOTER les automobilistes à rouler sans recueillir de CO₂, tel est l'objectif louable du bonus écologique. Mais adresser des milliers de rumeurs postales à ses bénéficiaires uniquement pour leur signaler que leur prime a été payée par l'Europe, est-ce toujours dans l'esprit « bas carbone » de ce dispositif ? « Ce n'est ni économique ni écologique », tempête l'heureux propriétaire d'une Tesla à 52 900 euros, achetée en 2021, pour laquelle il a touché 2 000 euros de bonus. Au début d'août, ce Lyonnais a reçu une lettre à l'encre du ministère de la Transition écologique lui signalant que l'aide publique qu'il avait obtenue deux ans plus tôt était intégrée au « plan de relance européen NextGenerationEU ». Merci personnel !

De 2020 au 31 juillet 2023, 960 000 primes ont été attribuées par le gouvernement aux acheteurs de véhicules électriques, pour un total de 3,6 milliards d'euros. Mais « seuls » 190 398 bénéficiaires du bonus ont eu - ou auront - la joie d'ouvrir ce fameux courrier : ce chiffre correspond à la part de bonus financée par l'Europe. Pourquoi le gouvernement évite-t-il à ces conducteurs branchés à l'électricité ? C'est une obligation réglementaire. « Les destinataires d'un financement de l'Union doivent faire état de l'origine des fonds et assurer la visibilité du financement de l'UE », explique au... Canard... le ministère de la Transition écologique.

Une obligation absurde, au regard de son impact environnemental ? Ce ne fait pas un pli ! Que les éco-amis,

cependant, se rassurent : ces 190 398 courriers - l'équivalent de 36 arbres - ne cachent pas les forêts que représentent les 15,7 millions de lettres et colis distribués chaque jour par la poste... Y. V.



Les Ukrainiens ont du mal à se débrouiller avec les AMX de Macron

MAUVAISE SURPRISE pour les tankistes de Zelensky. Les fameux AMX-10 RCR que Macron leur a offerts avec tambours et trompettes leur ont bien été livrés, mais dépourvus de deux équipements essentiels. En l'espèce, le système radio et le brouilleur antimissile. La déception dans les rangs est d'autant plus forte que, lors de leur formation d'un mois au camp de Carpiagne, sur les hauteurs de Marseille, les militaires ukrainiens avaient fait joujou sur des blindés équipés de toutes les options.

le donau de l'AMX-10 RCR ressemble à une grosse lampe et « met une dizaine de minutes à chauffer, ce qui le rend particulièrement repérable la nuit avec des capteurs thermiques. Une fois éteint, il faut une demi-heure pour qu'il refroidisse ». Les tankistes ukrainiens ont eu chaud aux fesses : pour un peu, ils se faisaient allumer des qu'ils mettaient le contact. De quoi... se brouiller avec la France ?

Un accord mal chenillé

Avec ou sans brouilleurs, la petite quarantaine d'AMX-10 RCR déployés face aux Russes au sud du Donbass est assaillie de critiques. Le blindé soviétique n'est pas un char mais un simple engin de reconnaissance monté sur roues. Il présente en eux un très gros problème structurel : son blindage de 10 millimètres est en papier crépon, ou presque. Sa coque en aluminium est bien renforcée d'une fine couche d'acier, mais elle ne protège ni des éclats d'obus ni des tirs de mitrailleuse. Fâcheux. « Face à un char soviétique, l'AMX-10 RCR est vite transformé en grille », raille notre galonné. Les Ukrainiens en ont déjà perdu quatre depuis mars. Le brouilleur tricolore, et son équipement de quatre, est particulièrement vulnérable aux mines antichars. Embêtant, quand on sait que les Russes en ont semé à tire-larigot sur 250 000 kilomètres carrés du territoire ukrainien. Et s'il n'y avait que le blindage... Il y a aussi la boîte de vi-

tanque, qui se détache lors des charrachées tout-terrain, et les pièces détachées qui font défaut, en particulier les pneus, livrés en nombre insuffisant. Il ne manquera plus que le char crevé. Seule consolation : le canon de 105 millimètres expédie des pruneaux à 3 kilomètres grâce à un système de visée télémétrique aux petits oignons. Une merveille. Quand le char veut bien rouler...

Macron avait triomphé, le 4 janvier, lorsqu'il avait décidé de livrer des blindés à Zelensky : « C'est la première fois que des chars de conception occidentale sont fournis aux

forces armées ukrainiennes. Les Ukrainiens n'ont pas gobé le bobard. L'AMX n'a rien à voir avec les Leopard allemands, des mastodontes chenillés et surblindés de 60 tonnes. L'Elysée prétend que l'annonce de la fourniture des AMX français n'avait qu'un but : forcer la main aux Germains pour qu'ils acceptent de filer des Leopard à Zelensky. Ça a marché. Berlin, le 25 janvier, a promis une livraison de 18 Leopard 2. Les AMX, de ce point de vue, ont fait leur boulot. Ils peuvent donc rester au garage, le temps des opérations ? O. B.-K. et C. L.



Zelensky n'aura pas une aviation de sitôt

Kiev recevra « 60 avions de combat F-16 », estime un expert militaire, et pas avant 2024-2025.

LE PRÉSIDENT UKRAINIEN a rendu visite, les 19 et 20 août, aux deux pays qui ont accepté de transférer aux Ukrainiens des avions de combat F-16, achetés naguère aux Etats-Unis. A cette occasion, lors des conférences de presse tenues sur la base aérienne d'Andover (Pays-Bas), puis sur celle de Skrydstrup (Danemark), on a pu constater que cette future livraison d'appareils, dont on nous rebait les oreilles depuis six mois, ne devrait pas vraiment terroriser Vladimir Poutine.

En effet, Mark Rutte, le Premier ministre néerlandais, n'a pas voulu indiquer le nombre de F-16 qu'il comptait remettre aux Ukrainiens, « quand les conditions d'un tel transfert seront remplies », a-t-il précisé. En clair : lorsque son armée aura reçu les premiers avions américains F-35 commandés en remplacement des F-16 destinés à Kiev) et quand la formation des pilotes, des mécaniciens et des techniciens d'armement sera terminée.

tion de cet avion de combat ne pourra en aucun cas marquer un tournant dans la guerre.

Formation linguistique pour faire la guerre

Reste que les Etats-Unis, qui ont autorisé le Danemark et les Pays-Bas à céder à l'Ukraine ces avions de seconde main, n'avaient pas mesuré les difficultés que représenteraient ces transferts. Car les aviateurs et techniciens ukrainiens sélectionnés parlent peu ou pas du tout la langue anglaise s'ils ont reçu leur formation en langue russe. Or un mécanicien doit pouvoir, par exemple, nommer toutes les pièces de l'appareil.

Cette formation linguistique essentielle sera assurée par la Grande-Bretagne, et 36 pilotes ukrainiens commenceront en principe leur apprentissage - sur avion F-16 en Europe occidentale, avec des instructeurs américains dépêchés sur place. Ces bonnes manières ne sauraient cependant calmer Zelensky, qui en a plus qu'assez, dit-on dans son entourage, des critiques visant la contre-offensive qu'il a lancée le 4 juin et qui ne progressent guère. Faute d'un nombre suf-

fixant de F-16, il s'est accordé une nacelle en Suède avant d'atterrir aux Pays-Bas. Il en a profité pour annoncer que des pilotes ukrainiens effectuaient des vols d'essai sur des avions de combat Gripen, produits par Saab, et qu'il souhaitait que son armée de l'air puisse en disposer. Mais, là encore, la clé est américaine.

La Suède ne pourra pas exporter ses Gripen sans l'autorisation expresse des Etats-Unis, et l'équipement de cet appareil contient des composants US, y compris au sein du moteur.

Claude Angeli

Les Américains veulent s'incruster au Niger

DES DIPLOMATES et militaires français pointent avec amertume le « jeu trouble au Niger de Washington », qui n'a même pas employé le terme de « coup d'Etat » pour qualifier le changement de régime. L'équipe Biden s'entend en effet plutôt bien avec le nouveau chef d'état-major des armées nigériennes, le général Moussa Saloua Barmou, formé aux USA et réputé anti-français. Et, si les Français ont reçu des potichons de l'ordre de dignité un peu plus vite, il n'en est pas de même pour les 1 100 militaires US.

Les Américains comptent bien s'incruster à leurs deux bases de Niamey et d'Agadez. « Nous battons des records au Niger contre l'influence et les pressions de la Russie, via Wagner, et de la Chine, ainsi que contre le terrorisme international au Sahel », s'est vanté un général améri-

cain, membre du haut commandement des forces US en Afrique, devant l'un de ses homologues français. Muls, à Paris, une question bouillonne sous les kékis : si les Français quittent le Niger, que les Américains y restent et que la junte au pouvoir se rapproche des Russes de Wagner, l'Onclé Sam fera-t-il bénéficier ce drôle d'attelage des renseignements recueillis par ses drones espions Kraker ? Washington, qui qualifie Wagner d'« organisation militaire criminelle internationale », devrait alors, en bonne logique, remettre en question sa présence au Niger.

Pour l'heure, les Américains s'accrochent à la situation. Le 17 août, à Washington, la porte-parole adjointe du Pentagone, Sabrina Singh, s'est montrée très claire : « Nous avons des avantages et des intérêts dans la région. Notre prio-

rit est de les protéger et de protéger ceux de nos alliés. » Pas un mot sur la défense des principes et des valeurs démocratiques, souligne-t-on à Paris, ajoutant que ce silence pourrait être perçu comme un encouragement pour les militaires d'autres Etats africains que démantèler l'enlèvement perpétré un coup d'Etat... Un général français résume à sa façon le cruel dilemme américain : « Les Etats-Unis craignent de voir la junte limiter leurs capacités à collecter du renseignement dans une zone sensible. Et ils redoutent tout autant de devoir partir dans la pagaille, comme en Afghanistan. »

Cornélien. D'autant que, le 20 août à Agadez, des Nigériens réclamaient la fermeture de la base américaine. Ils ont brandi des drapeaux russes en exigeant le départ de tous les soldats occidentaux du pays.

JOHANNESBURG : CYRIL RAMAPHOSA ACCUEILLE LE SOMMET DES BRICS

NOUS REFUSONS TOUT ALIGNEMENT AVEC LES GRANDES PUISSANCES.

À NOUS LES PETITES, COMME LA CHINE ET LA RUSSIE !



Affaire Curiel : les juges sur la piste de l'extrême droite

Jamais élucidé, le meurtre, en 1978, du militant anticolonialiste est désormais entre les mains du pôle de Nanterre spécialisé dans les cold cases.

C'ÉTAIT une affaire d'Etat vouée à demeurer une énigme, qui avait ému la gauche militante avant de sombrer dans l'oubli. Aujourd'hui, c'est un cold case qui pourrait être résolu. Depuis deux ans, le dossier est confié au pôle spécialisé du tribunal judiciaire de Nanterre, où s'activent des juges réputés tenaces. Et l'instruction a conduit à l'audition de possibles protagonistes, notamment d'anciens policiers dévoyés.

Le 4 mai 1978, Henri Curiel, 64 ans, un anticolonialiste œuvrant pour la paix entre Israël, les pays arabes et les Palestiniens, est abattu de trois balles à son domicile parisien. Un communiste salue l'exécution d'un « agent du KGB, militant de la cause arabe, traître à la France ». Les tueurs n'ont jamais été arrêtés. Mais, en avril 2015, un homme revendique l'assassinat dans une biographie publiée juste après sa disparition. Il s'agit du fasciste français René Roscatti de Sars. Cet ex-parachutiste du 9^e RCP devenu apprenti mercenaire après un court séjour chez les phalangistes libanais a été déjà illustré en 2010. Devant les caméras de Canal Plus, il avait revendiqué, sans divulguer son identité, sa participation à l'assassinat de Pierre Goldman, le 20 septembre 1979, à l'initiative du chef du SAC (le Service d'action civique) Pierre Debizet. (Mediapart, 21/8).

Plastiquages à gogo

Dans les deux cas, il indiquait avoir été aidé par deux policiers ayant la même parure politique que lui, Marc D. et Jean-Pierre B. Le premier était désigné comme « Charly », le second comme « Tango ». Les deux sont limités quelques années plus tard, respectivement par la DST et par les Renseignements généraux (RG), pour des comportements délictueux. Marc D. rejoint alors la sécurité de la présidence gabonaise, Jean-Pierre B. une association « pan-européenne ». Les deux ont été entendus par les magistrats instructeurs chargés du dossier.

La piste de l'extrême droite n'avait guère été exploitée à l'époque, sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, dont l'un des conseillers, Hubert Bassot, ex-animateur de l'hebdomadaire



de l'OAS - L'Esprit public -, était réputé proche. Les magistrats se sont décidés à explorer ses différents chapitres.

En 1973, l'extrême droite française comptait, selon la direction des RG, près de 20 000 sympathisants. En janvier de cette année-là, les plus radicaux avaient créé le Groupe d'intervention nationaliste (GIN), fort d'une cinquantaine d'éléments, la plupart liés au service de sécurité d'Ordre nouveau (ON), puis du Parti des forces nouvelles, qui lui succéda en 1974. En 1976, une fraction du GIN avait rejoint les phalangistes libanais. Ce groupe comprenait le fameux René Roscatti de Sars et son comparse futur hitler Jean-Pierre B. A leurs côtés aussi, des militants du Groupe action jeunesse comme Stéphane Zannettacci, mort les armes à la main à Beyrouth.

L'expérience guerrière acquise dans la capitale libanaise a vite servi... En 1976, l'Intérieur attribua 187 destructions à l'explosion à cette mouvance dans l'Hexagone, après un premier plastiquage perpétré en 1973 contre le consulat d'Algérie à Marseille. Ces opérations présentaient les mêmes caractéristiques que celles menées alors en Italie. En France, les activistes néofascistes, qui étaient rapprochés du Service d'action civique gaulliste, profitaient du retour en

fonctionnaires dévoyés issus des services de renseignement. L'une de leurs actions les plus spectaculaires fut l'enlèvement du PDG de Phonogram, Louis Hazan, le 31 décembre 1975, au prétexte de financer leurs opérations. L'assassinat de Curiel se serait inscrit dans cette dynamique. « Une dérive hautiste » dénoncée par certains de leurs ex-petits camarades d'ON, tel l'ancien collaborateur François Brigneau, devenu chroniqueur à « Minute ». C'est dire !

Fonctionnaires dévoyés

Une dizaine d'autres membres du GIN ont payé de leur vie cette violence barbare. Ainsi Bernard Lescaudier, abattu le 13 août 1978 lors d'un hold-up à Coarbevillers, et Pierre Hugny-Vorant, tué le 17 novembre 1985 par l'explosion de son véhicule dans un parking. L'ancien chef du service de sécurité d'Ordre nouveau, Robert Allo, a, quant à lui, été retrouvé assassiné le 25 mars 1994 dans le parc de Thoiry. Tout juste rentré d'Amérique du Sud, il disposait de l'un des meilleurs carnets d'adresses de mercenaires de la place de Paris. L'affaire fut classée d'autant plus vite qu'il venait de rendre visite à de vieux amis au cabinet du ministre de l'Intérieur, un certain Charles Pasqua.

Louis Calvert

Goldman sans Jean-Jacques

Objet d'un déferlement médiatique hors norme, le chanteur et compositeur confie au « Canard » une certaine « tristesse ».

LE CHEUX du mois d'août ou l'effet nostalgique ? Depuis deux semaines, on ne voit plus que lui : la une du « Parisien » et de « L'Obs » le lendemain, celle du « Point » quinze jours plus tôt, des sujets sur toutes les radios ou presque... Une folie médiatique qui l'amuse ou l'agace, c'est selon.

Lui, c'est Jean-Jacques Goldman, 71 ans, retraité depuis... plus de vingt ans. Il va très bien, merci. Cet ado du « pour vivre heureux, vivons cachés » applique ce principe en famille, à Londres, depuis quelques années. Car, si on le voit beaucoup, on ne l'entend pas, sinon à travers ses chansons, diffusées en moyenne près de cent fois par jour.

Un livre, sorti le 18 août, est présenté à ce raz de marée. Une biographie écrite par Ivan Jablonka (1), écrivain et professeur d'histoire - le simple pedigree de l'auteur dit à lui seul combien le regard sur Jean-Jacques Goldman a changé dans les milieux intellectuels et au sein d'une certaine gauche. Oublié, le « Chanson à deux balles » pour « méditerranée ». René, cet article méritait d'être publié par « Libération » avant un concert, qui avait mis l'artiste en rage. Aujourd'hui, Goldman est rangé parmi les chanteurs à textes et les auteurs visionnaires. Mieux, Jablonka l'érige en symbole de la « deuxième gauche », l'équivalent, écrit-il, d'un Rocard en politique.

Qui dit mieux ? Il a fait un bouquin tout seul. Goldman, lui, a rien oublié. Non pas qu'il soit d'un naturel rancunier : après tant d'indignités, il considère simplement ne pas mériter cet excès d'honneurs. Aussi, depuis Londres, ne lance-t-il aucun appel. Et se contente-t-il de cette mise au point pour « Le Canard » : « Je n'ai jamais rencontré cet auteur, mes amis non plus, et je suis triste pour tous les gens qui se font duper en achetant ces livres qui parlent de moi. »

En vérité, Ivan Jablonka a sollicité des entretiens avec Goldman, les membres de sa famille et ses plus proches amis, qui ont tous refusé. Mais, histoire de se donner le beau



rôle, il a prétendu le contraire dans son livre et dans l'une des nombreuses interviews qu'il a données à l'occasion de sa sortie : « Je n'ai pas cherché à le rencontrer, car j'ai estimé qu'il fallait respecter sa disparition (sic). [Mais] ce n'est pas un problème, car le métier d'historien consiste à aller sur les traces des gens. L'histoire est une enquête dans l'absence. » « Libération », 17/8. Dans « L'Obs », il en rajoute : « Au moment où il a choisi de suicider (re-accuse son personnage public, il est devenu un être d'histoire. C'est pourquoi mon livre est légitime, et même nécessaire. »

Forcément, voilà qui agace le chanteur et compositeur aux 26,5 millions d'albums vendus et l'a poussé à sortir, prudem-

ment et furtivement, de sa réserve. Il n'en dira pas plus. Il y a quelques années, lorsqu'il était devenu la « personnalité préférée des Français », devant l'abbé Pierre, dans le classement du « Journal du dimanche », il avait demandé que son nom soit retiré du palmarès. Et n'avait accepté qu'il y soit réintégré qu'après le décès du vénérable ecclésiastique.

Goldman n'a pas le pouvoir de faire retirer son nom d'un livre qui n'a pas son agrément. Il laissera donc à d'autres le soin de vivre, au fil de ces pages qu'il veut ignorer, sa vie par procuration.

Bruno Dive

(1) « Goldman », par Ivan Jablonka, Seuil, 400 p., 21,90 €.

Silverman

À l'FAIT, combien gagne-t-il, ce chanteur qui ne chante plus ? Goldman a touché près de 3 millions d'euros de droits d'auteur chaque année (générés par ses ventes, ses émissions et ses diffusions radio), écrit « Le Parisien » (16/8). Comment le quotidien a-t-il eu vent d'un tel scoop ? Mystère.

Peu importe, les confrères ont abondamment relayé l'info. « L'incroyable somme qu'il touche chaque année en droits d'auteur », s'écrit dans « Capital », citant les 2 millions du « Parisien ». « Vingt ans après son dernier album, cette star de la musique gagne encore 3 millions par an sans rien faire (merci les mariages) », écrit dans la foulée Yahoo! Actualités. « Frés de 2 millions. Une somme hallucinante pour un retraité », reprend « Closer », le journal people halluciné.

L'une des premières fois où apparaît ce chiffre annoncé comme un mantra, sans source ni preuve, c'est dans l'hebdomadaire « VSD » en juin 2016, soit sept ans avant le « scoop » du Parisien. « Le Point » reprend aussitôt la somme, ajoutant avec finesse : « Beaucoup de jeunes artistes n'ont pas cette chance » (26/6/16).

Les 2 millions sont revendus par son label dans la foulée, de « 1.101 républicain » à « 10 Minutes » en passant par « Mille Chansons », Europe 1 ou le « JDD », une formule. Avant que « la Libre Belgique » (9/1) note que, dans l'émission « Touche pas à mon poste » (7/1), de Cyril Hanoussa, un chroniqueur vitaminé à l'excès : « Il prend 2 millions par mois, il est chez lui et il ne fait rien ! » Par mois ? Mais où l'arrêtera Goldman, le chanteur qui ne chante plus ?

YouTube soigne ses maux avec modération

LES GOUROUS sur YouTube ont senti malades ! Le 16 août, la plateforme américaine a annoncé qu'elle supprimerait les vidéos de désinformation médicale. Dans son visuel, « les contenus faisant la promotion de traitements antitumoraux ou autres soins inefficaces ou qui déconseillent de rechercher un traitement médical professionnel ». Alors que la pandémie de Covid a augmenté son audience de 25 %, le site, propriété de Google, est devenu un Eldorado pour les chanteurs des « soins » alternatifs.

Avec près de 600 000 abonnés, Thierry Cusaux, par exemple, inonde la Toile de conseils sur son régime crudévore miraculeux. Résultat ? Ce naturopathe cumule 600 signalements auprès de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes), qui a tiré le signal d'alarme : « Il incite les personnes à remettre en cause les pratiques thérapeutiques médicales, expliquant par exemple que la chimiothérapie est toxique et inefficace. » Le sida ? La « formidable au-pércherie du siècle » ? La Covid ? « Bain froid et jeûne pour tuer le monde, un petit jus de carottes et vous y êtes », promet-il. Un membre amputé ? « Tu es tout le programme pour reconstruire un bras, donc il n'y a aucune raison pour que le bras ne

se reconstruise pas. » Des propos qui stimulent les ventes de son magazine, de ses stages et de ses extraits de jus...

Le 10 mars, pourtant, le youtubeur a été mis en examen pour exercice illégal de la médecine, abus de confiance et abus de faiblesse. YouTube a, par la suite, démonétisé ses clips - il ne peut plus toucher d'argent en fonction de son nombre d'abonnés et de vues... Mais le nombre de ses aficionados ne diminue pas.

Grand Recrutement en perspective

Eric Candou, pour sa part, est suivi par 72 700 personnes. Il est poursuivi pour abus de faiblesse, mise en danger de la vie d'autrui et exercice illégal de la médecine. Trois décrets lui sont reprochés, consécutifs à des stages de jeûne censés soigner allergies, hypertension, polyarthrite ou cancer. La naturopathe Irène Grosjean prétend, elle, faire passer la fièvre des tout-petits en leur « frictionnant » les parties génitales dans « de l'eau glacée ». Son post YouTube, devenu viral sur Twitter, a alerté sur les méthodes de ses praticiens et d'autres illuminés. Dans la foulée, Doctolib a décidé, il y a un an, de chasser les charlatans de son répertoire.

La démarche de la filiale de Google est bien accueillie par les collectifs en croisade contre

ces drôles de blouses blanches. Sur les réseaux sociaux, en revanche, les soutiens de Didier Rault crient à la censure et exigent de voir disparaître leur canal de diffusion préféré, où le prof marseillais tente toujours de convaincre de l'efficacité de l'hydroxychloroquine face au Covid...

La plateforme attendra-t-elle des plaintes ou des condamnations pour agir ? Si elle n'a pas souhaité répondre aux questions du « Canard », elle précise tout de même que les contenus « contredisant les autorités sanitaires locales ou l'Organisation mondiale de la santé » seront retirés des tuyaux.

« Il ne s'agit pas seulement de supprimer les contenus illicites, mais de revoir les algorithmes de recommandation », avance Donatien Le Vaillant, à la tête de la Miviludes. Le réseau social met en avant des contenus viraux, donc évangéliques. Et sa modération, fondée presque exclusivement sur l'intelligence artificielle, laisse à désirer. Les gros de l'intox, eux, promettent à leurs fidèles de publier sur des sites alternatifs tels que CrowdBunker les prescriptions supprimées. D'autres, déjà bannis par la filiale de Google, continuent de s'exprimer sur les chaînes de leurs comparses. C'est le cas de Miguel Barthéléry, condamné en appel, en juin

dernier, pour exercice illégal de la médecine, après que deux de ses adeptes, malades du cancer, avaient renoncé à leurs soins sur ses conseils et sont décédés.

En février 2019, YouTube avait déjà annoncé qu'il démonétiserait les vidéos faisant le lien entre les vaccins et l'autisme - avec des effets mineurs. Cette nouvelle annonce est-elle le signe d'un grand basculement vertueux du site ? Plutôt sa simple mise en conformité avec la nouvelle réglementation européenne, qui, à partir du 25 août, avec l'entrée en vigueur du Digital Services Act, obligera les géants du Net à empêcher la diffusion de contenus illicites, parmi lesquels les propos haineux et la désinformation.

Fanny Ruz-Quindès



L'intelligence artificielle à grandes eaux

EN PLEINE CRISE mondiale liée à l'accès à l'eau, voici un document injustement passé inaperçu : Google a publié le 24 juillet son « rapport environnemental » (sic). Cette étude interne du géant du numérique révèle sa consommation d'eau et ses be-

soins futurs en ressources aquifères. De quoi nous laisser la gorge sèche ?

Premier constat : en 2022, Google a prélevé la bagatelle de 28,765 milliards de litres d'eau (7,639 milliards de gallons), dont près des deux tiers ont servi à refroidir ses data

centers. Des brumisateurs très, très gloutons !

Deuxième enseignement : en dépit des promesses du géant de Mountain View, en Californie, cette consommation d'eau n'est pas du tout près de ralentir : entre 2016 et 2022, les prélèvements de flotte ont bondi de 82 %. La pépie vient en pompant !

Mais le plus acablant figure dans les annexes du rapport : 96 % de l'eau consommée pour éviter un coup de chaud aux data centers est... de l'eau potable. A la bonne veire !

La course à l'intelligence artificielle entre géants du numérique ne risque pas d'arranger la tendance. Microsoft, avec ChatGPT - qu'il a intégré à son moteur de recherche, Bing -, Google, avec Bard, et Meta, la maison mère de Facebook, avec Llama 2, vont avoir besoin de data centers de plus en plus nombreux et de plus en plus performants... donc de quantités d'eau toujours plus importantes.

L'intelligence artificielle, c'est bien la mer à boire !

LA NUPES EN MORCEAUX



Attention : résiliation !

DE RIEN FAIRE, LA MARIÉE Louise découvre une belle surprise dans sa boîte aux lettres : une facture de résiliation établie par EDF ! Or elle occupe le même appartement, dans le centre de Lorient, depuis vingt-neuf ans, et n'a jamais eu l'intention de le quitter, encore moins d'arrêter de se fournir en électricité.

La voici partie pour un tour de France des centres d'appels au 34 04 pour tenter de percer le mystère de cette révocation. Dans les Hauts-de-France, elle finit par tomber sur « une dame charmante » qui lui assure avec « humanité » que le courant ne sera pas coupé. Quelle chance ! Son appel est alors transféré vers la Normandie.

A Caen, on lui pose la question à mille euros : quelle est l'identité des différents propriétaires depuis l'édification de l'immeuble ? Elle sèche. « Patientez, lui dit-on, nous consultons votre dossier. » Elle patiente... et apprend que son numéro de dossier, le même depuis vingt-neuf ans, est incorrect. Puis plus rien. Marie-Louise est « au bord de la crise de nerfs ».



Nouveau coup de fil au 34 04. La voilà revenue à Lorient, où elle apprend que, grâce à son compteur Linky, EDF va « faire le nécessaire ». À l'occasion d'un énième appel, Marie-Louise a demandé à ne pas être lachée des frais de résiliation. Toute la lumière n'a pas été faite...

PIERRE-ANTOINE a eu la douleur de perdre son fils David. Au-delà du chagrin, il lui revient de procéder à la résiliation de ses contrats. C'est passé avec Sowa (gaz

et électricité), notamment, « dont le système d'information a été programmé par des gens qui ignorent qu'un client peut mourir », dit le père. Sowa a ainsi envoyé une relance au disparu : « David, votre facture de fin de contrat est disponible. Nous sommes tristes de vous voir partir. » Réponse de l'opérateur, filiale d'EDF, au Palmipède : « Il est clair que cet e-mail n'est pas de circonstance et n'aurait bien évidemment pas dû être adressé. Nous œuvrons à ce que cela ne se reproduise plus. »

La Mael, elle aussi, y est allée de son courriel au défunt. Et a fait amande honorable : « Il ne s'agit pas d'indifférence mais d'une malheureuse erreur humaine. Nous avons bien conscience des conséquences douloureuses que cette erreur a pu occasionner. Nous avons présenté nos excuses au père du défunt. Nos équipes sont mobilisées afin qu'une telle déconvenue ne se reproduise pas. » Quand la Mael assure un client de toute sa compassion, elle espère une estime mutuelle ?

J. L. L. Y.

ZigZag

HOMMES-SANDWICHES

Changer son prénom en « Subway » en échange de sandwichs gratuits à vie : c'est la proposition farfelue de l'enseigne américaine de restauration rapide du même nom (« L'Union », 12/8) : « Subway a annoncé qu'en seulement 96 heures près de 10 000 personnes s'étaient inscrites au concours. »

Transformer les affamés en publicités vivantes : comment personne n'y avait songé plus tôt ? Voilà qui promet de beaux dialogues aux États-Unis : « Bonjour, je m'appelle McDonald. - Bon-chérié ! Moi, c'est KFC... »

À QUOI SERVENT LES MEGABASSINES ?



BÉBÉS EN PÉTARD

Les urgences pédiatriques de l'hôpital Laval, à Nice, lancent une alerte dans « Le Parisien » (19/8) à propos de l'augmentation des « intoxications ou cannabis chez les moins de 2 ans, par ingestion accidentelle [...] ». À cet égard, ils citent tout d'un coup, ils prennent le bouboule de résine [...] qui reste dans le condor ou sur la table basse. »

Il y a pire : confondre la loi en poudre avec de la cocaïne !

MYSOGINIE TONIQUE

Pour lutter contre les féminicides, certaines municipalités maximalistes tentent d'instaurer une nouvelle législation (« France-Tireur », 16/8) : ainsi, à Chihuahua, « tout artiste qui fiant des propos machistes, souvent des rappaurs ou des chanteurs de rappeurs, par qui les femmes sont rarement désignées autrement que par le mot "puta", encourt une amende de 39 000 à 64 000 euros ». Des sommes reversées à des programmes d'aide aux femmes et à des centres d'accueil.

Une bonne manière de donner un coup de senting dans les bourses des machos...

TAXIMÈTRE ÉTALON

A San Francisco, les robots-taxis donnent des idées (« bfmv.com », 14/8) : plusieurs utilisateurs de ces voitures autonomes se sont vantés d'y avoir eu des relations sexuelles sur la banquette arrière. Une forme d'« exhibitionnisme », puisque « les compagnies filment ce qu'il se passe à l'intérieur pour des raisons de sécurité et peuvent enregistrer les sons [...] lorsque l'appel d'urgence est activé ».

Ils ont confondu cabriolets et cabrioles...

Ali Bongo camoufle son Sam'suffit parisien

Acheté par le Gabon, l'hôtel de Soyecourt est devenu une adresse diplomatique fictive.

PAS MOINS de 100 millions d'euros chaque pour acquies, dans la très huppée rue de l'Université, à Paris, un hôtel particulier inscrit à l'inventaire des monuments historiques avec 4 674 m² de planchers et un vaste jardin... Question luxe, le président gabonais, Ali Bongo, et son épouse, Sylvia, n'ont pas fait dans la demi-mesure, en 2010, quand ils ont fait acheter par leur pays l'hôtel de Soyecourt aux descendants de la famille Pozzo di Borgo. Treize ans plus tard, voilà le couple présidentiel qui se livre à de savantes contorsions juridiques pour faire oublier son encombrant emplette. Avec la bénédiction du Quai d'Orsay...

But de la manœuvre : obtenir la reconnaissance d'un statut diplomatique pour tout ou partie de l'hôtel particulier, histoire de justifier cette acquisition débrayante auprès de l'opinion publique gabonaise. Un moyen, aussi, de rendre inopérantes les hypothèques sur l'hôtel particulier, obtenues en justice, à hauteur de 20 millions d'euros, par plusieurs bétonneurs qui s'étaient plaints de factures non payées pour des chantiers menés à Libreville.

Factures dorées

Durant une dizaine d'années, le gouvernement gabonais a laissé quasi inoccupée cette propriété Grand Siècle qui a longtemps été la résidence parisienne de Karl Lagerfeld. Le clan Bongo s'est juste contenté de faire restaurer les pièces historiques par le chiquissime décorateur Alberto Pinto. Mais, depuis quelques mois, les travaux

sont de nouveau d'actualité : une demande de permis de construire, déposée par des collaborateurs d'Ali Bongo, a été acceptée le 8 juin par le préfet de Paris, seul compétent quand le propriétaire est un État étranger.

L'art de l'étiquette

Cette autorisation d'urbanisme est un petit chef-d'œuvre de faux-culisme diplomatique. Deux ou trois bureaux de l'ambassade seront ainsi transférés rue de l'Université, où ils occuperont 331 m². Ce déménagement purement symbolique présente l'avantage de permettre de coller les étiquettes « Locaux diplomatiques » et « Biens insaisissables » sur les immeubles.

Soumis au ministère français des Affaires étrangères, comme le veulent les conventions de Vienne de 1961 et de 1963, ce changement d'affectation aux affaires de tour de passe-passe n'a apparemment pas contrarié le Quai d'Orsay, qui n'a rien trouvé à y redire.

Libreville a également prévu d'installer dans l'immeuble de la rue de l'Université un centre culturel gabonais dénommé par Laurent Bourgeois et Caroline Sarkozy, demi-sœur de l'ex-président d'« africanintelligence.fr », ZT77. Annoncée à grands coups de trompe, cette création est destinée à montrer que l'hôtel de Soyecourt est ouvert au public et n'est pas réservé à la seule famille Bongo. La réalité s'avère bien plus modeste : aménagé dans un bâtiment annexe et accessible par une entrée de service, le centre culturel ne fera que 363 m² et ne

pourra accueillir que... 44 personnes à la fois, dont 14 dans les salles d'exposition !

Tout le reste de l'hôtel particulier - et particulièrement les pièces nobles - ne sera pas accessible aux visiteurs. Pour étouffer les polémiques, Libreville a confié provisoirement ? la gestion du bâtiment à une société privée spécialisée dans l'événementiel, qui loue aujourd'hui les luxueux appartements et les jardins à des créateurs de mode et à des publicitaires. Si Ali et Sylvia Bongo cherchent un toit pour un séjour parisien, ils savent à quelle porte frapper...

Hervé Liffman

Au Gabon, un système politique vraiment unique !

ESPOIR DE VICTOIRE ?

Voilà que la plateforme Alternance 2023, réunissant les six principaux partis d'opposition du Gabon, annonce d'un candidat unique, à huit jours de scrutin présidentiel du samedi 26 août. Il s'agit d'Albert Ondo Ossa, 69 ans, ex-prof d'économie et ancien ministre de l'Éducation d'Ondar Bongo. Le but : éviter la dispersion des voix entre les 19 candidats déclarés, qui risquent de profiter au sortant, Ali Bongo Ondimba (ABO), au pouvoir depuis la mort de son père, Omar, en 2009.

En une première fois cette année-là, ledit ABO avait été réélu de justesse, à 5 500 voix près, en 2016 grâce à des scores de maréchal dans sa province d'origine, mais des émeutes s'étaient ensuivies, faisant entre 30 et 100 morts... Le Parlement

européen avait condamné, en février 2017, ce scrutin « extrêmement douteux ».

Sous la pression, la présidence gabonaise avait concédé, en janvier 2018, le scrutin présidentiel à deux tours, mais, dans une volte-face, en mars dernier, l'Indépendance (Parti) démocratique gabonais (PIDG), celui des Bongo père et fils, a rétabli le tour unique, permettant au président sortant de bénéficier, le cas échéant, d'une majorité relative...

Plus fort encore, le Centre gabonais des élections a soudain dégainé, le 31 juillet, le « bulletin unique », sous prétexte d'économies : les électeurs devront voter samedi pour le même parti à la présidentielle et aux législatives, quel que tienne le même jour. Dès le 14 août, la Cour constitutionnelle a rejeté tous les recours

pour attente à la séparation des pouvoirs.

Le candidat « centriste » Albert Ondo Ossa n'en avait pas proclamé, le 19 août, « représentant des affamés [et] des opprimés », et appeler à « des élections sans morts », contrairement à 2016, le coup du bulletin unique lui coupe l'herbe sous le pied... Car Ondo Ossa est un candidat indépendant, sans parti, ce qui condamne les électeurs à renoncer, s'ils votent pour lui, à désigner un député.

« Ali pont tout », tel est le slogan du sortant... Et tous pour Ali ! Tour unique, bulletin unique, dynastie unique, Soukous de l'avenir, Ali Bongo fils prépare son propre Ntoun, Nouredin Bongo Valentia... avant de le faire adouber prochainement par son peuple unique.

D. F.

ZigZag

GONFLÉ À BLOG

Aloes que la plateforme Sky-blog a définitivement fermé, lundi 21 août, la Bibliothèque nationale de France et l'Institut national de l'audiovisuel vont numériser et archiver plusieurs millions de blogs (« France-Info », 21/8) : « Beaucoup d'adolescents, notamment, y racontaient leurs amours et leurs passions. Des influenceurs d'avant l'heure dont les blogs sont considérés aujourd'hui par certains comme un « trésor sociologique ».

Les paroles s'envolent, les écrits restent... et aussi ce que l'on tape sur l'ordinateur, désormais.

DRÔLES DE ZIGS

■ BRIGITTE BARDOT évoque dans « Le Point » (17/8) ses rencontres avec divers chefs de l'État au sujet de son combat pour les animaux. Si elle regrette Giscard, qui « essayait de régler les problèmes », avec Macron « ce aura été un fiasco total ». Mention spéciale à Chirac, « celui qui [lui] a le plus promis mais n'a rien tenu du tout. Il était adorable, il m'appelait « ma biche » et m'envoyait des petits mots charmants. Il avait peut-être une idée derrière la tête ».

Comment ça ? Il ne défendait pas la cause des requins de la politique ?

■ JAVIER MILÉ, candidat d'extrême droite qui a remporté la primaire en Argentine le 13 août, a défilé sa victoire à la presse et à... ses chiens (« Le Nación », 14/8) : « J'envoie mes remerciements, même si ça ne leur plaît pas, aux journalistes massues, [et] aux enfantes à quatre pattes », s'est déclaré, tout en délicatesse, avant de nommer un par un ses animaux de compagnie.

Il est aussi enragé que son idole Bolsonaro...

■ ELON MUSK, jamais en panne d'idées pour créer de nouvelles polémiques, a annoncé sur X, ex-Twitter (18/8), la suppression prochaine - au nom, bien sûr, de la liberté d'expression - de la possibilité de bloquer des comptes, une fonction pourtant très utile pour protéger les utilisateurs victimes de harcèlement...

C'est bien la preuve que Musk débouille complètement.

■ DAVID LISHARD, le maire (LR) de Cannes, n'a pas digéré que des associations locales aient exigé l'annulation d'un concert du rappeur Lameol, soupçonné de viol. Dans « Le Point » (17/8), il annonce la mise en place prochaine d'un « aide tant psychologique que juridique à celles et ceux qui sont victimes de la tyrannie woke », qu'il compare à un « meurtre mystère inversé ».

Va-t-il promettre une belle croisière sur la Croisette ?

Mais chat va pas ?

L'ACTUALITÉ EN FLASH



DISPARITION

L'ancien ministre Louis Mexandeau est décédé

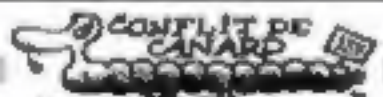
Compagnon de route de François Mitterrand et fidèle parmi les fidèles du président socialiste, l'ancien ministre Louis Mexandeau, qui fut aussi

député du Calvados durant près de trente ans, est mort hier à l'âge de 92 ans. Ministre des Postes, télégraphes et téléphones entre 1981 et 1986, il avait soutenu François Mitterrand dès sa première campagne présidentielle en 1965. Louis Mexandeau a fini sa vie à Saint-Ginolph, sur les bords du lac Léman, où il s'était établi et où il reposera désormais.

LE QUOTIDIEN - Paris Normandie (15/8) a confondu un éléphant socialiste avec un chat ! Louis Mexandeau, ministre des PTT de Mitterrand et plusieurs fois député du Calvados, est mort le 14 août, à 92 ans.

L'info a tellement troublé les équipes du journal normand qu'elles ont publié une image de félin à la place de celle de l'homme politique.

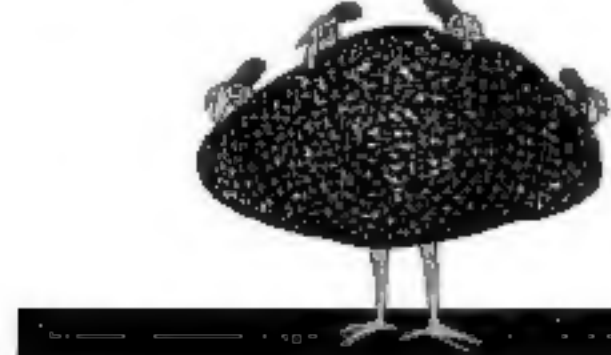
Ils veulent se mesurer au « JDD » de Geoffroy Lejeune, en mélangeant les photos comme ça ?



Malheureuse comme une pintade

ABATTUE EN PLEIN VOL. La campagne de promotion du Comité interprofessionnel de la pintade battait son plein quand l'association L214 a diffusé des images à couper l'appétit, films clandestinement dans un couloir à pintades appartenant au groupe LDC, numéro un français de la volaille. Un tir à vue avec des mauvaises intentions commis sur des animaux.

Pour que les consommateurs identifient la pintade « comme un produit européen dans l'air du temps », les producteurs avaient prévu d'installer aux petits oignons leur opération de com à 1,2 million d'euros, en grande partie financée par Bruxelles.



Voilà l'occasion de rappeler que la France est - cocorico ! - le premier pays producteur de pintades dans le monde. Elle en exporte plus de 4 millions par an, un peu partout, jusqu'au Japon. Une filière hyper industrielle et concentrée, puisque les 22 millions de pintades et pintadeaux produits chaque année sortent de seulement quatre couvoirs. Des installations géantes, parmi lesquelles celle de LDC en Maine-et-Loire, où 4 000 poudeuses sont entassées par quatre dans des cages riquiqui, sous lumière artificielle. Au bout de deux ans de ponte, les pauvres bêtes finissent en plats cuisinés. Les pintadeaux tout juste sortis de l'œuf partent, eux, chez un petit millier d'engraisseurs. Les

plus chanceux (environ 30 %) rejoignent les filières libellisées ou certifiées, ce qui leur garantit entre 12 et 28 jours de vie de plus qu'en élevage « standard », et d'être moins serrés dans les hangars, avec, ultime luxe, l'accès à un parcours extérieur herbeux et ombragé.

La plus ébouriffante, c'est que la réglementation européenne n'a prévu aucune limite de densité pour les pintades et pintadeaux standards, qui sont pourtant, de toutes les volailles, les moins domestiquées. La totalité des pintades françaises sont issues d'une même souche, concoctée par une seule entreprise de sélection génétique qui n'a jamais réussi à totalement « dénaturaliser » ce gallinacé originaire d'Afrique. Pour atténuer les effets de l'enfermement, les éleveurs industriels ont beau équiper leurs bâtiments de perchoirs, la mortalité des pintades standards demeure supérieure à celle des poulets de batterie. Petite lueur d'espoir pour les pintades de couvoir : la Commission européenne se tâte pour les intégrer à la liste des espèces qui ne devront plus être élevées en cage d'ici à 2027.

Ça reste une idée qui couve...

VILLAGE D'ARDÈCHE.

Les Vans ont un problème de cinéma. Le renouvellement de la délégation de service public pour la salle de projection locale et le remplacement de son délégataire actuel, Cyrille Villereaux, par un binôme inexpérimenté mettent un sacré bazar parmi les cinéphiles de la région.

Un rassemblement bon enfant sous l'œil de pandores bienveillants a eu lieu le 12 août, place de la Fontaine, en soutien au programmeur viré : ça change des manifestations anti-musique du printemps 2021, qui avaient réuni plus de 2 000 personnes !

La municipalité reproche, entre autres, à l'exploitant, qui a été écarté après vingt ans de services, « une programmation élitiste, trop « Télérama », alors que la demande est forte pour un cinéma d'auteur.

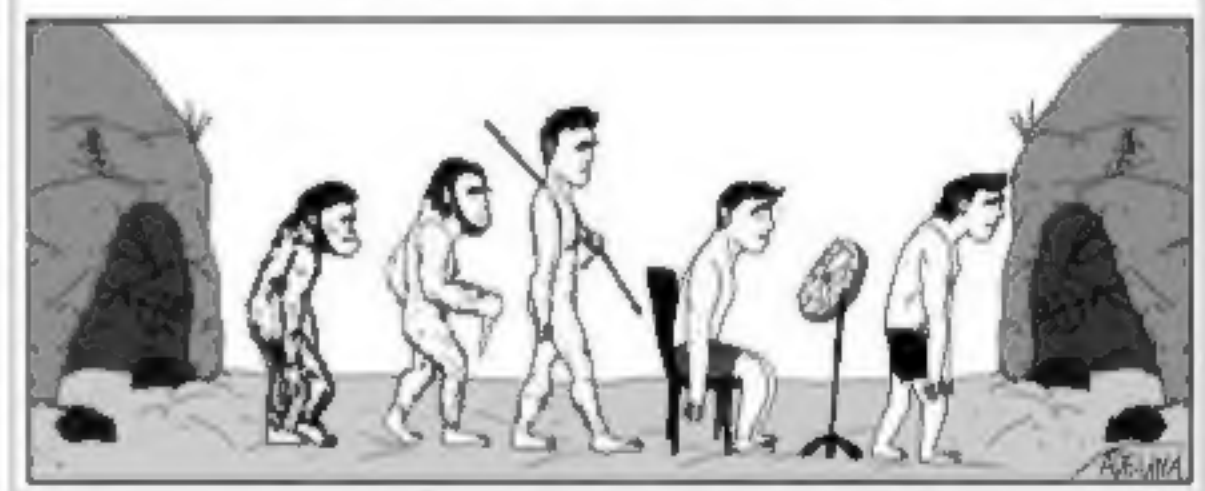
Programmer sur monocanal en alternance « Barbe » et le film turc « Les Herbes sèches », un long-métrage de 3 h 20, c'était gonflé. La

grosse machine américaine n'a pourtant pas écrasé la petite anatolienne (57 entrées contre 37).

Les innocents aux mains sales

Sollicité, Jean-Marc Michel, le maire (sans étiquette) des Vans, a répondu au « Canard » qu'il n'était pas « diapo » pour évoquer le choix des nouveaux délégataires, bédouins en matière de programmation et qui vont apprendre le métier sur le tas dès la semaine prochaine. Pour l'un des conseillers municipaux d'opposition, « il aurait été judicieux d'inclure une clause de revoyure l'an prochain au délégataire, dont l'expérience est incontestable et les fautes réparables, plutôt que de mettre en péril le succès d'un cinéma d'auteur en milieu rural qui a trouvé son public en confiant les clés à des gens fort sympathiques mais totalement novices ».

À LA RECHERCHE DE LA FRAÎCHEUR PERDUE



Un cinéma cévenol rejoue « Coup de torchon »

Il est reproché au conventionnaire de ne pas avoir établi de bilans et... un défaut de propreté. « C'est vrai que je n'aime pas faire la compte, et je ne suis pas un gratte-papier. Il reste parfois du pop-corn

pour les sièges, mais je suis prêt à tout faire, y compris balayer... » se défend celui-ci. Une idée de programmation pour les nouveaux projectionnistes ? « Nettoyage à sec ».

J.-L. L.

VACANCES DE L'EXTRÊME





● **LA BOLLORISATION** du « JDD » ouvre un créneau que le milliardaire franco-libanais Rodolphe Saadé, patron de CMA CGM, souhaite occuper rapidement : il va lancer une version dominicale de « La Tribune », dont le premier numéro, prévu pour le 8 octobre, comptera 32 pages et sera tiré à 120 000 exemplaires. (« La Figure » 21/8). « Bruno Jaudy, licencié il y a un an de « Paris Match » (...) et passé par « Le Journal du dimanche », a été choisi pour piloter ce nouveau journal papier. » C'est la renaissance de L'Événement du Jaudy ?

● **CONdamnÉ**, fin juillet, par l'Ansam (ex-CSA) à une nouvelle amende de 300 000 euros, Cyril Hanoua fera sa rentrée, lundi 4 septembre, dans « Touche pas à mon poste » (TFMP), sur C8, avec de nouvelles recrues. Parmi elles, Ségolène Royal, qui donnera quelques leçons de politique dans une « pastille » intitulée « Ségolène expédie ». Fin juillet, elle indiquait dans « Le Parisien » qu'elle expliquerait, par exemple, « ce qu'est le 49.3, notamment sa fin de la prise de l'électricité, quel est le statut de la police, etc. L'audience populaire a le droit de comprendre. »

On attend avec impatience ses explications sur la fonctionnement des négociations internationales pour les pâtes lorsqu'elle en était l'ambassadrice, avant de se faire virer par

JG : VA-T-ON POUVOIR NAGER DANS LA SEINE ?



● **L'AUTRE RECRUE** de « TFMP » est le journaliste Jacques Cardoze, ancien rédac chef du magazine d'investigation « Complément d'enquête », sur France 2, et ex-correspondant à Washington. Deux fois par semaine, il livrera son « point de vue » sur l'actu. On attend aussi avec impatience son dérapage des menaces de Cyril Hanoua contre l'équipe de « Complément d'enquête », qui a réalisé un portrait de l'animateur. « Je vais mettre mon nez dedans, et vous savez que, quand je mets mon nez quelque part, généralement, je fais tout péter ! » avait prévenu Hanoua, furieux, à l'antenne en mai dernier.

Le Canard enchaîné
01.42.60.31.34
redaction@lecanardenchaîne.fr
173, rue St-Honoré - 75001 Paris
www.lecanardenchaîne.fr

SAS Les Éditions Marchand - Le Canard enchaîné
Capital : 100 000 € (durée : 99 ans)
Président : Nicolas BRIMO
Directeur général délégué et directeur de la publication : Jean-François JULIARD
Principaux associés : Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO, Éric EMPYAZ, Jean-François JULIARD, Hervé LIPPAN, Odile BENVENISTE-CHOUDET et des salariés du journal
Rédacteurs en chef : Éric EMPYAZ, Jean-Michel THIÉBAUD
Fondateurs : Maurice et Jeanne MARECHAL
Anciens directeurs : R. TREMO, André RIGAUD et Michel GAILLARD
Composition : Publications-Blythe, Paris
Impression : P.O.P., Paris - Midi Print, Garges, C.I.L.A., Paris, Many Print
Diffusion : France Messagerie
N° CPHAR : 0128 C 92612 - 024008-5405

Les manuscrits et documents non utilisés ne sont pas restitués.

abonnements
01.42.60.75.16

Sur notre site : www.lecanardenchaîne.fr

Par courrier : 45, avenue du Général-Leclerc 93043 Chantilly Cedex

FRANCE MÉTROPOLITAINE 1 AN

- Formule papier 60,00 €
- Formule papier + numérique 72,00 €
- Formule numérique 50,00 €
- Formule intégrale 92,00 €

Europe + numérique 115,00 €

POUR LES AUTRES PAYS
Nous consulter ou rubrique FAQ sur notre site



La Boîte aux Images

Lignes de front

LUTON, petite ville au nord de Londres. Sur un trottoir, des habitants du Parti travailliste balent les passants. Loraque Marina, journaliste à « Russia Global News », descend de la camionnette, son cameraman lui tend un casque et un gilet pare-balles. Elle sourit : « Tu plaisantes ? » « Ne discute pas », lui dit Steve, en réglant sa caméra. Brusquement, une escouade de crânes ronds débouche d'une rue, drapeau anglais en tête de cortège. Ils aperçoivent les militants de gauche et foncent dans la rue. « Je n'aurais jamais cru devoir porter une protection antiterroriste dans les rues du Royaume-Uni », balance la journaliste russe au micro.

De retour à la rédaction, la jeune femme interpelle sa rédactrice en chef : « Comment il se fait, Steve ? L'autre ne savait pas. Il m'a donné la tenue avant les incidents, comment se fait-il ? » Regard amusé de la cheffe. Marina vient de comprendre : « On a organisé la contre-manifestation ? » « Et aussi la manifestation », précise la rédac chef.

Visiteurs hostiles

Sept mois avant la bagarre, le média russe avait créé un compte Twitter bidon baptisé « Luton pour le Parti travailliste ». Inondant de faux posts, puis laissant le soin aux robots de retweeter les messages par milliers. À la même date, « Russia Global News » avait aussi créé un compte baptisé « Reprendre le contrôle de Luton », avec force messages racistes et drapeaux britanniques. « Une autre de nos créations », explique la responsable. Ne restait plus alors qu'à appeler les gogos égarés sur les deux sites ennemis à manifester, même jour, même heure, même lieu, sans qu'ils le sachent, pour que tout dégénère.

« Cette histoire a été fabriquée ? » interroge encore la journaliste, sidérée. « Je dirais plutôt : gérée », lui répond sa rédactrice en chef.

Pourquoi une telle mise en scène ? Nous sommes en avril 2024, à quelques jours des élections législatives britanniques, et la Russie compte bien montrer au monde que le pays est hors de contrôle.

Signée Peter Kosminsky, cette fiction dystopique – en six épisodes – raconte l'histoire de Saara, étudiante surdouée en informatique qui fait un stage au Quartier général des communications du gouvernement britannique (GCHQ), et de Vadim, qu'elle a connu à la fac, recruté contre son gré par le FSB, l'ancêtre du KGB.

Au premier jour de son stage, Saara assiste à une cyberattaque russe. Distributeurs de billets hors service, avions cloués au sol. C'est elle, à la stupeur générale, qui va débrouiller le logiciel malveillant introduit dans le système. Avec la certitude que d'autres visiteurs hostiles s'installent entre les lignes de codes, devenant lignes de front.

Par claviers interposés, une guerre est prête à éclater, une vraie, avec des morts. Si le téléopérateur néophyte n'avait rien aux données qui défilent, il sait que ce jeu là l'aventure de la planète. Et, pour une fois, sans clichés ni grossièreté. Mieux, cette histoire offre aussi des instants poétiques, les personnages d'entrer sans effraction dans l'imaginaire de Saara.

Lorsque la jeune femme est submergée par les données, elle se métamorphose en une averse torride qui cherche les portes secrètes de ce monde unique.

Serj Chelodan

● « The Undeclared War », série britannique de Peter Kosminsky, les 28/8 (ép. 1 et 2), 4/9 (ép. 3 et 4) et 11/9 (ép. 5 et 6) à 21 heures sur Canals et - mysonal.fr -

À travers la Pièce d'Amérique

Ce laisse septique

Sur « tft.info.fr » (11/8) : « Que faire des milliers de kilomètres de voies ferrées désaffectées ? »

Ces voies ferrées désaffectées pourraient servir de pistes cyclables pour les bobos.

Gare au coup de jus !

Sur le site de France 3 Régions (11/8) :

« Les lampadaires plus anciens, eux, sont éteints à raison d'un sur deux. »

S'ils ne sont éteints qu'à raison d'un sur deux, c'est pour éviter les pépins.

Médine France

Dans « Le Republicain lorrain » (12/8), au sujet de LFI et d'EELV :

Sur l'album de la Comtesse

BASE DE BAINÉURS ET BAINS DÉSOLÉS

Recherche fatale aux promeneurs, tous visibles sur des cotons, sites touristiques de crânes. Max monquant de chandiers, les mauvais, phares qu'on bande et laines moches. Visibles toutes moches s'étant passés aux chandiers. Filles à l'usage singulier et moches privés de pépins. Mais toujours l'époque des moches.

LECTEURS : « Au « JDD », le monde est fitchou. » « La laurier attend les amis. » « Oh, l'écrit à priori ! » « L'affid des laines. » « Nyma range par des engueules. » « Des queues de banquet. » « Des regards poutant par le vis. » « Les laines, c'est bien pour ça. » « Maxon n'inspecte les niches de Boiron. »

Publi éditantes aux JMJ - Kits de bêtises - « L'art du bric ». « Comment retirer un pêche du flot - et - Pêche de trappistes ». Le page 10 contient les bulles ?

LU : « Le Perard, c'est plutôt occulta. » « Quelques pâtes d'effarins ? » « Oh, tous ces zéros dans la sauce ! » « Votre Serge est avide. » « On voit plus de Jerges fûts. »

Prises de Bec

Juan Branco

Frime et châtimement

Doné pour le bruit médiatique, l'avocat et révolutionnaire de salon se voit aussi en procureur, à l'occasion.

QUI A EU L'IDÉE d'affubler l'avocat Juan Branco du surnom d'« Ange noir de Saint-Germain-des-Près » ? Il a dû adorer ça, lui qui écume le quartier depuis son plus jeune âge, du Café de Flore à l'appartement familial de la rue de Rennes, avec une mine sombre et des gestes d'imprésaire. Compromis, « on » jalouse son aura, « on » ne lui veut pas que du bien.

Le 8 août, il est arrivé du Sénégal, où sa défense de l'opposant Ousmane Sunko, leader panafricaniste emprisonné, proche des Frères musulmans dans ses jeunes années et grand pourfendeur de l'homosexualité, qu'il souhaite réprimer avec ardeur, a étonné les autorités locales.

Inculpé pour attentat, complot, diffusion de fausses nouvelles et actes de nature à compromettre la sécurité publique, Branco a été arrêté alors qu'il s'était déguisé en pêcheur pour fuir le pays en pirogue sur le fleuve Sénégal. Il a dû kiffer ce moment où il s'est vu en Henry de Monfréol, écrivain aventurier et, lui aussi, ancien de l'École alsacienne. Un petit malin qui visiblement ne l'aime guère l'a épinglé sur X (anciennement Twitter) : « Juan Branco prisonnier politique, c'est la preuve qu'il faut toujours croire en ses rêves. »

Maintenant qu'il est de retour sur ses terres de toujours, quels vont être ses prochains combats ou, plutôt, ses prochaines cibles ? Car Juan Branco, l'avocat « révolutionnaire », qui rêve de mettre à bas le système et se présente depuis des années comme celui qui attaque les idées et non les personnes, fait tout le contraire.

Kéké d'Orsay

À l'École alsacienne, où son ennemi intime, Gabriel Attal, effectue ses années de collège dans les mêmes classes que lui, Branco se fait persécuter. « Dans cette école d'enfants de cadors, qui ont tous des réseaux longs comme le bras, ce qui compte, c'est de se faire remarquer. Juan n'a pas supporté, à cette époque, de passer relativement inaperçu », se souvient un ancien de l'établissement. On ne le regarde pas ? Il crée un blog, et se moque des défects physiques de ses petits camarades. Il sait écrire, surement, appuyer sur les blessures adolescentes. Il y a, comme toujours, ceux qui rient, et il y a ceux, bien plus nombreux, qui se taisent et cachent les humiliations subies. De Gabriel Attal, l'un de ses cibles



d'alors, dont il révèle ultérieurement l'homosexualité, il fera le symbole de l'oligarchie marseillaise en lui consacrant pas moins de huit chapitres dans le livre qui le fera connaître, « Crépescule » (Au diable vauvert).

À Sciences-Po, il tient sa revanche. Le flamboyant Richard Descoings, directeur d'alors, en pince pour ce jeune homme qui fréquente Godard et Desnoes, étale sa culture cinématographique, fort étendue, qu'il tient de son père, le mythique producteur Paulo Branco. Descoings adore son culot. L'élève fait un stage à la Cour pénale internationale, qui se transforme dans son CV en un poste d'adjoint du procureur. Quand il travaille au Quai d'Orsay, comme stagiaire au cabinet de Laurent Fabius, il se qualifie de « collaborateur extérieur ». Branco n'est ni le premier ni le dernier gamin qui veut bouffer le monde et se pousser du col. Mais les libertes qu'il prend avec son CV vont toujours de pair avec de sordides règlements de comptes.

Lorsqu'il rejoint l'équipe d'Aurélien Filippetti, qui travaille à l'élection de François Hollande en 2012, il veut être

son directeur de cabinet. Refus de Filippetti, car ce poste n'existe plus. Quand elle est nommée ministre de la Culture, il revient à la charge : nouveau refus. Il menace alors de divulguer des conversations qu'il aurait, dit-il, enregistrées. Éléphant. Il s'en expliquera plus tard : « J'ai vécu un traumatisme très violent. Ah, c'était donc ça. Il poursuivait également de sa haine un haut fonctionnaire, Manuel Flam, qui lui avait mis une mauvaise note à Sciences-Po pour absentéisme. Il fut remarqué sa fiche Wikipédia dans un sous-modérément bienveillant.

Tallon d'Achille

Un jour, le voilà qui propose à Xavier Niel de devenir le précepteur de ses enfants. Niel élude, refuse ? Fort bien, Branco en fait le pire suppôt du « système » et divulgue son adresse. Il propose ses services à François Hollande. Refus de l'Élysée, qui vaudra au président d'alors une tribune assénée. À l'époque, le Che Guevara de la rue de Rennes suit encore être drôle. C'est lui qui la vue de Descoings choisit pour prononcer l'éloge funèbre de son mari. Branco, qui se présente comme « un cerveau prêt à dévorer le monde pour le restituer sans concession et à forcer la modifier », fait un discours sur... l'humilité.

Un rien éintré, Branco ? Il a un très fort instinct de conservation. Dans l'affaire Griveaux, il était un peu plus que l'avocat de Piotr Puelenski, et il a su prendre ses distances pour ne pas être inculpé », raconte un haut fonctionnaire qui le connaît bien.

Sur une vidéo récente, il propose la création de tribunaux révolutionnaires. Vite la justice expéditive, explique en substance le jeune avocat. D'ailleurs, avoue-t-il benoîtement, il aimerait bien en être le procureur. Alors qu'on l'écouait d'une oreille distraite, tout d'un coup, on a nettement moins envie de rigoler.

Anna-Sophie Mercier



EN REVENANT DE L'EXPO

Forever Sixties

(Pop et flop)

DES TOILES grand format de Martial Rayssac aux couleurs fluo, garçons tantôt de fleurs et d'oiseaux, tantôt d'un sac en plastique ou d'un néon, ainsi qu'un énorme portrait pixelisé de Jacques Chirac par Alain Jacquet accueillent le visiteur. Présentant une petite centaine d'œuvres autour du pop art, cette rétrospective proposée par la Collection Pinaud veut

nous convaincre que ce courant artistique avait l'esprit rebelle. Qu'il était en phase avec les luttes émasopatriques des femmes, des homosexuels et des personnes racisées. Vraiment ?

Voyez les travaux de l'artiste américaine Starkevant. Ce sont des « répétitions » d'œuvres d'artistes connus. Ainsi « Warhol Diptych », exacte copie des Marilyn d'Andy Warhol. Cette pratique prétend désacraliser l'art et l'artiste. Chacun peut reproduire librement des œuvres et se les attribuer, car, au fond, nous sommes tous des artistes, n'est-ce pas ? Tout se vaut : un artiste peut en cacher un autre, comme une boîte de soupe Campbell peut en cacher une autre.

On découvre ensuite les travaux de Kiki Kogelnik, amé-



Le coin-coin des Variétés

Greenwashing Comedy Club

(On rit vert)

POUR METTRE le public en joyeuse condition, le show commence par des questions auxquelles il faut répondre par « Green ! » ou par des huées : « Faire pipi sous la douche ? » « Green ! » « Rouler en SUV ? » « Hou ! Hou ! »

La suite est moins stéréotypée. Anne Grall, qui a créé le Greenwashing Comedy Club, réussit à faire rire en abordant des thèmes environnementaux ou traitant de consumérisme et de justice sociale. Une approche qui tranche avec les vannes de plus en plus interchangeables de tant d'hu-

moristes de stand-up. Sans ex-cuse l'autodérision. Ainsi, Nicolas Benoît, membre de cette troupe originale, évoquant les personnes flexitariennes, qui, comme lui, diminuent leur consommation de viande, les compare à des serial killers qui diraient : « J'ai réduit, je tue deux fois par semaine et j'en ai d'arrêter. »

Un spectacle aussi engagé qu'engageant. En plus, c'est au chapeau !

● Au Jardin21, à Paris, les 25/8, 15/9 et 29/9.





Rejet des eaux
traitées de
Fukushima

Les poissons
risquent...

Le Canard enchaîné

... de ne plus avoir
la pêche



Directeur : Jean-François JULIARD.

La liberté de la presse ne s'exerce que quand on ne s'en sert pas.

Rédacteurs en chef : Erik EMPATAZ, Jean-Michel THÉNARD.

VITE
DIT !

LE GOUVERNEMENT québécois a pris les pieds dans le tapis en voulant développer l'usage du français dans un quartier multiculturel de Montréal (« Le Monde », 18/8). Il a fait passer sur certains trottoirs « de grands autocollants » avec ce genre de phrases : « Diable, champignon, corneillon. Le français, ça s'apprend bien partout, même à l'épicerie ». Des autocollants qui ont vite été arrachés par des piétons en colère : ils rendaient les trottoirs particulièrement glissants...

Tuberculose ? Ils auraient mieux fait d'écrire : « Attention, peut-être de bannir ! »

AVIS de gros temps sur l'immobilier chinois : le promoteur Country Garden, victime de sa folie des grandeurs, a vu son cours de Bourse s'effondrer, le 14 août. Exemple symptomatique décrit par « Le Figaro » (15/8). Forest City, le projet de « ville de l'avenir » dans le sud de la Malaisie, dans lequel 100 milliards de dollars ont été investis : « Alors que la ville devait être livrée à l'origine avec 700 000 habitants sur quatre îles artificielles (...), seuls quelques milliers de habitants aujourd'hui (...). Plus de 90 % des commerces seraient par ailleurs à l'abandon... »

Il y a comme un malaise chinois, en Malaisie...

C'EST LA RENTRÉE APRÈS LE FORT DE BRÉGANÇON...



L'ANNONCE par une équipe de chercheurs sud-coréens, le 22 juillet, de la découverte d'un matériau supraconducteur à température ambiante, dénommé LK-99, a suscité l'enthousiasme des scientifiques comme des investisseurs. Mais le rêve d'une révolution technologique est vite retombé, après que plusieurs équipes dans le monde ont contredit les résultats du labo sud-coréen. Comme le relate « Les Échos » (21/8), certains fabricants de supraconducteurs inconnus ont « décollé » la certitude « en flottes », fin juillet, avant de planquer quelques jours plus tard. On en reste donc, pour le moment, aux traditionnels supraconducteurs, qui nécessitent une température inférieure à -200 °C.

De quoi refroidir les investisseurs...

DANS UN RAPPORT publié le 21 août, Human Rights Watch accuse l'Arabie saoudite de commettre des massacres à la frontière avec le Yémen. Selon l'ONG, qui appelle à l'ouverture d'une enquête indépendante sous l'égide de l'ONU, « les gardes-frontières saoudiens ont tué des centaines de migrants et de demandeurs d'asile éthiopiens » qui ont tenté de pénétrer le royaume saoudien « après avoir été repoussés à la frontière ».

On comprend mieux pourquoi l'État d'Israël en fait des tonnes pour détourner les regards vers ses propres crimes, à grand renfort de millions de dollars...

FICHTE ! PLUS DE 40° C À L'OMBRE



Divorce à la vendéenne

BRUNO RETAILLEAU est devenu « un tueur », ce qu'il n'était pas, précise son ami Yves Gaudard, ancien pédagogue de Fleury-Michon. Tout ça à cause de Philippe de Villiers, son ancien « père spirituel », qui n'a pas supporté sa trop rapide ascension sur les terres vendéennes.

Dans le cadre d'une série d'événements « Les guerres locales », « Marianne » (17/8) revient sur la « déchirure » entre le Vicomte et celui qui fut longtemps son homme à tout faire, du Puy du Fou au conseil général de Vendée. Le récit pourrait se résumer à la longue liste des avanies que fit subir Villiers à son ex-protégé, trop vite émancipé à son goût, tant il voyait son propre déclin dans l'ascension de Retailleau.

Cela commence par un coup de fil de l'Agité du Bocage à l'Élysée, en 2010, lorsque Sarkozy laisse fuir l'idée de faire entrer Retailleau au gouverne-

ment. L'hyperprésident cède à l'oukase de Villiers. Cela continue par un caviardage digne des régimes communistes, qui fait disparaître Retailleau d'un livre de Villiers consacré au « Puy du Fou - Un rêve d'enfance ». « Vous savez, Retailleau, je l'ai fabriqué. S'il existe, c'est grâce à moi », répète le Vicomte à qui veut l'entendre.

Mais le « Petit Bruno » se rebelle, conquiert le conseil général de Vendée à la barbe de Villiers, puis la région Pays de la Loire, puis un poste de sénateur ; il quitte le confidentiel MPP pour l'UMP, qui deviendra LRL, dont il préside aujourd'hui le groupe au Sénat. L'histoire se termine sur les obsèques du père de Retailleau, en 2019 : la famille s'oppose à la venue de l'Agité du Bocage, qui était pourtant l'ami du défunt, ancien militaire.

En politique aussi, en politique surtout, les histoires d'amour finissent mal en général.

La maldonne des sleepings

TCHOU ! TCHOU ! Le 21 mai 2021, Jean Castex avait joué les chefs de train en souhaitant « bonne nuit, les petits » aux passagers du Paris-Nice nocturne. Premier train de nuit à revivre le jour... L'alors Premier ministre promettait une enveloppe de 6 milliards d'euros consacrée au seul ferroviaire, dont une large partie devait servir à la remise en circulation des lignes de nuit. Au nom de la neutralité carbone ! La bonne idée...

Deux ans plus tard, l'Hexagone n'a pu encore renouer avec l'âge d'or des trains de nuit (« Le Figaro », 19/8). En 2022, 700 000 voyageurs ont emprunté l'une des six lignes au départ de Paris-Austerlitz (Nice, Lorient, Labou-de-Carol, Albi, Brionne, Lourdes). Petit désagrement : le prolongement du Paris-Landes jusqu'à Hendaye ne fonctionne que l'été. Une septième ligne (Paris-Austerlitz) sera inaugurée fin 2023. Mais la remise sur rail avance à un train de sénateur !

Alors que la compagnie autrichienne ÖBB a déjà ouvert, seule ou en partenariat, 30 lignes de trains de nuit, avec des wagons ultramodernes équipés de

douches, de WC et du WiFi, le voyageur français, lui, ne dispose même pas de prise pour brancher son téléphone portable dans de vieilles voitures à peine réhabilitées. Les Autrichiens ont investi 750 millions d'euros dans leurs trains de nuit. La SNCF évoque le chiffre de 100 millions seulement... Une goutte d'eau sur les 16,7 milliards de subventions versées par les contribuables à notre compagnie nationale.

Il n'y a plus qu'à prendre des caes Macron ?

O. B. K.

Chinoiseries immobilières

EN CHINE comme ailleurs, quand le bâtiment ne va pas, rien ne va. Après Evergrande, déclaré en faillite il y a une semaine, c'est un autre mégapromoteur chinois, Country Garden, qui menace, cette semaine, de mettre la clé sous la porte. Les deux mastodontes sont incapables de faire face à une montagne de dettes, estimée à 524 milliards de dollars.

La faute à une décennie de frénésie immobilière : les Chi-

nois, qui ont peu d'organismes de prévoyance, investissent massivement dans le béton pour assurer leurs vieux jours. Le tout avec la bénédiction du gouvernement, qui maintient des taux d'intérêt au ras des pâquerettes. Mais trop c'est trop : on a tellement construit qu'aujourd'hui une habitation sur huit est inoccupée et que les prix des logements s'effondrent.

L'arrêt des chantiers menace de dégénérer en crise sociale -

42,1° C ENREGISTRÉS CET ÉTÉ À VINSOBBES, DANS LA DRÔME



La résistance des nonnes

« J'AMAIS aux curés ! » C'est le cri anticlérical qu'avait lancé la supérieure du monastère des rédemptoristes, à Saint-Restitut (Drôme), avant de mourir. C'est cette consigne qu'ont suivie, près de deux ans après le décès de la prieure, les deux dernières religieuses du monastère. Septuagénaires craignant d'être déplacées, elles ont légué les biens de la communauté à la municipalité, qui a voté une délibération à l'unanimité... sans se faire prier !

Ce qui a provoqué chez le vicaire général de Valence un accès de panique : « Je passe beaucoup de temps à essayer d'empêcher une connexité. Ces deux personnes âgées ont fait n'importe quoi » (« Libération », 16/8). Vraiment ? « Ce sont les habitants du village qui se préoccupent de ce que nous devenons », affirment les deux sœurs.

Pour l'Eglise plane la menace que l'exemple de Saint-Restitut se fasse tache d'huile : plus de la moitié des monastères de l'Hexagone, faute de relève, pourraient fermer. Le prélat, dans un recours gracieux, a demandé à la municipalité de revenir sur son vote : les deux moniales auraient été victimes, selon lui, de « conseils toxiques ».

Les dévotes jouissent, passées le marché, de l'usufruit. Vade retro, satanas !

M. M.

J.-L. L.

TRUMP AU TRIBUNAL

LA CONTRÉVÉRITÉ, TOUTE LA CONTRÉVÉRITÉ, RIEN QUE LA CONTRÉVÉRITÉ...



VITE
DIT !

COCHERU ! La France se classe sur le podium des pays comptant le plus de milliardaires, volant la troisième place au Japon. Le dernier rapport sur la richesse mondiale publié par les banques Credit Suisse et UBS en dénombre 2,8 millions dans l'Hexagone. La cause de cette « réussite » tendreuse tient, comme l'explique « Le Figaro » (16/8), à ce que « les ménages français, dont le patrimoine est composé à près des deux tiers par de la pierre, ont bénéficié de la bonne tenue des prix de l'immobilier ». Un chiffre à relativiser : être propriétaire d'un 100-m² à Paris suffit maintenant à entrer dans la catégorie des millionnaires, et ce n'est pas pour autant qu'on devient un fervent défenseur du grand capital.

Mélenchon se dira pas le contraire, lui qui est propriétaire d'un appartement à Paris évalué en 2022 à 1,2 million d'euros !

À LA VEILLE DE LA COUPE DU MONDE DE RUGBY : FRANÇAIS MOYEN SE REGARDANT DANS LA GLACE



LES ÉCOUTES frauduleuses se multiplient sur les plateformes de streaming : elles permettent aux artistes qui en arborent de doubler leur visibilité et leur audience. Comme le rappelle « Le Figaro » (17/8), « acheter des fausses écoutes est illégal ». Ce qui n'empêche pas certains sites de proposer en quelques clics des formules alléchantes : 7 euros pour 10 000 écoutes, 59 pour 10 000 écoutes, ou encore des abonnements à 89 euros pour 25 000 écoutes mensuelles. Qui a dit que le streaming ne payait pas ?

POUR RÉDUIRE leurs frais, certains hôtels n'hésitent pas à installer des boîtes à clés. « Le Parisien » (21/8) donne l'exemple d'une société « dont le modèle le moins cher, qui permet de ranger les tenues, coûte 1 500 euros hors taxes. Alors qu'un salubre de réceptionniste de nuit s'élève à 1 600 euros brut hors primes, ce dispositif peut se révéler plus rentable », à condition de ne pas oublier de transmettre le digicode aux clients.

Quelle époque... Même Spirou va se retrouver au chômage !

Jérôme Canard



En vacances, retrouvez « Le Canard » en version numérique ! Dès le mardi, à 21 heures, sur www.lecanardenchaîne.fr